

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°225 | 155^e année | CHF 4.00

AFGHANISTAN

Ni nostalgie ni espoir



Avant le retour des talibans, les gouvernements passés n'avaient pas réussi à accroître le taux de scolarisations des enfants. KEYSTONE

3 La situation en Afghanistan sous le régime taliban serait-elle le résultat direct de «l'occupation désastreuse» imposée par les Etats-Unis? Pour Alessandro Monsutti, professeur à l'IHEID, la réalité est nuancée et complexe. Entretien.

éditorial MARIA PINEIRO LE POIDS DU PASSÉ

5

A l'heure de l'urgence climatique, le futur doit être pensé pour être le moins énergivore et polluant possible. Une gageure quand le territoire sur lequel nous vivons et les modes de déplacement qu'il induit sont hérités du passé. Ainsi, si la ville et les centres permettent aux habitant·es de limiter l'usage des transports individuels motorisés par la proximité des facilités du quotidien, il n'en va pas de même partout. A commencer par les zones résidentielles, dont une partie de zones villas. Selon une étude, à Genève, ces espaces sont étendus et accueillent une part importante de la population (15%) tout en constituant un désert de services. Pas de boulangerie, de pharmacie, de crèche ou de médecin. Pour se procurer les biens et services nécessaires à la vie quotidienne, il faut donc en sortir. Faute de desserte en transports publics performante, cela se fait essentiellement en voiture ou en deux-roues motorisés.

A juste titre, cette problématique est considérée comme un enjeu crucial. S'il est acté que le modèle de la villa individuelle ou mitoyenne ne grignotera plus de futures zones déclassées, il reste nécessaire de réfléchir à l'avenir de ces périmètres. Il s'agira de se montrer créatif

afin de diminuer le recours à la voiture en proposant des facilités à proximité. Quant aux développements urbains à venir, ils devront impérativement être pensés comme des entités les plus autosuffisantes possibles. Il est primordial que les quartiers excentrés proposent des biens et des services usuels en leur sein ou à distance raisonnable pour qui veut se déplacer à pied ou à vélo. A défaut, les habitant·es continueront d'utiliser des modes de déplacement polluants.

Pour autant, les Genevois·es, échaudé·es par de précédents ratages urbanistiques, ne sont pas prêt·es à avaler n'importe quel projet au motif qu'il faut atteindre la neutralité carbone. Il faudra les convaincre avec des propositions innovantes et surtout agréables à vivre. Celles et ceux qui habitent dans les centres urbains devront aussi être choyé·es. Il n'est pas admissible de monnayer facilités du quotidien contre la qualité de vie. Les quartiers les plus denses doivent impérativement être repensés pour redevenir des lieux dans lesquels il fait bon vivre. Si les autorités n'y parviennent pas, elles feront, encore et toujours, face à la grogne et aux oppositions légitimes des défenseurs du patrimoine, des arbres et du bon vivre. |

WEEK-END

- 11 ANALYSE** Au Royaume-Uni, les grèves se multiplient dans un retour en force des syndicats ouvriers.
- 14 RELIGIONS** Une motion demande l'interdiction au niveau fédéral des thérapies de conversion.

leMAG



XENIA ZESSI / WEITER SCHREIBEN SCHWEIZ

Duos sans frontières

- 19 ÉCHANGES** «Ecrire, encore» met en lien des écrivain·es exilé·es et leurs pairs en Europe. En Suisse aussi.
- 22 BD** L'illustrateur suédois Elias Ericson signe une ode à l'adolescence autour de la transidentité. Poignant.
- 23 CINÉMA** Film d'époque atypique et radical, *Unrueh* confirme le talent singulier de Cyril Schäublin.

4 VAUD

Les partisan·nes du maintien de **la poste** à Saint-François lancent une pétition.

6 NEUCHÂTEL

Le **budget** cantonal déficitaire fait déjà grincer des dents avant le débat mardi.

8 ÉCONOMIE

En Suisse, les **avoirs russes** sont traqués sans moyens efficaces ou réelle conviction.



Albert Rösti ou Hans-Ueli Vogt? Le difficile choix de la gauche...



AGORA

Si la fleur est bonne, aussi le fruit le sera

Chine ▶ Les mobilisations populaires en Chine dépassent la contestation de la stratégie zéro-Covid en place depuis trois ans. Umberto Bandiera y voit la remise en cause d'un «capitalisme à la chinoise», fortement lié aux marchés occidentaux, qui fonctionne «au détriment des droits humains et environnementaux». Il est temps que la Suisse revoie ses accords de libre-échange avec la Chine, estime le syndicaliste genevois.

UMBERTO BANDIERA*

La scène était rarissime dimanche soir pour les téléspectateurs et téléspectatrices du «19h30» à la RTS. Le correspondant à Shanghai déclarait en direct qu'il était entouré d'agents de police, prêts à l'arrêter et à l'embarquer au poste pour des «clarifications». Heureusement il a été relâché juste après. Même situation vécue, toujours à Shanghai, par un autre journaliste, le correspondant de la chaîne britannique BBC, arrêté et ensuite libéré. A l'origine de ces tensions et de la répression policière, une vague de manifestations dans plus de vingt métropoles contre le gouvernement et le parti communiste, du jamais vu depuis les événements de 1989. Une situation tellement grave que le premier ministre britannique a déclaré cette semaine que l'«âge d'or» des relations sino-britanniques était désormais terminé. Il a annoncé ensuite vouloir adopter une approche plus pragmatique face au «défi systémique» représenté par Pékin.

Des milliers des Chinois-es ont décidé de descendre dans la rue ces derniers jours pour contester durement les énièmes mesures de confinement prises par les autorités dans l'espoir de limiter, voire éradiquer, la diffusion du Covid-19. Les cas apparemment sont en nette augmentation un peu partout, mais plus particulièrement dans les régions métropolitaines. Après trois ans de «répression sanitaire», toutes les tensions accumulées ont fini pour exploser. Les mobilisations de ces derniers jours ne sont que la pointe de l'iceberg d'un sentiment plus profond d'intolérance face à l'autoritarisme du régime de Pékin. En fait, la répression essaie de couvrir des vulnérabilités que le pays ne peut plus cacher: système sanitaire de plus en plus inégal, marché immobilier à risque d'effondrement, dévastation des écosystèmes et des cultures traditionnelles, pollution industrielle hors contrôle, disparité grandissante entre régions rurales et urbaines, mais surtout une économie en difficulté. Malgré un taux de croissance du PIB toujours élevé (8,1% en 2021), le chômage des jeunes est autour du 20%. Comme l'a indiqué l'ambassade de Suisse dans son dernier rapport: «Les mesures de prévention agressives prises par le gouvernement telles que les tests de masse, les fermetures strictes, les restrictions de voyage, la quarantaine obligatoire, ont réduit la consommation intérieure et la performance du secteur des services, perturbé considérablement les chaînes d'approvisionnement au niveau national et international, entraînant ainsi des incertitudes pour l'économie.»

L'exemple le plus marquant de ces tensions grandissantes est représenté par la violente protestation dans la plus grande usine d'iPhone au monde, située à Zhengzhou, dans le centre du pays. Cet énorme complexe industriel est exploité par la société taïwanaise Foxconn, sous-traitant privilégié d'Apple. Avant la pandémie, plus de 300 000 travailleuses et travailleurs y étaient actifs et les cas d'abus étaient apparemment nombreux et difficilement dénoncés. Depuis plus d'un mois, toutes les employé-es sont confinés à l'intérieur en «circuit fermé», c'est-à-dire en vivant et en dormant sur place. Un millier d'employé-es avait fui l'usine, poussant la direction à mettre en place un système de primes. Selon certains témoignages, les autorités ont voulu soutenir la production en promettant 2000 yuans (environ 240 francs) pour chaque volontaire. D'autres sources révèlent que, de son côté, l'entreprise proposait un salaire horaire de 30 yuans (4 francs) pour dix heures de travail par jour. Mais quid en cas de positivité au virus? Quarantaine sans salaire! Plus de 1500 travailleurs-euses positifs seraient confinés à l'intérieur de l'usine et les nombreuses heures supplémentaires ne seraient pas forcement payées. Le ras-le-bol ne pouvait qu'exploser en protestation, rediffusée par les réseaux sociaux ces derniers jours.

Le «capitalisme à la chinoise» continue à être fortement lié aux riches marchés occidentaux au détriment du respect des plus élémentaires droits humains et environnementaux. La Suisse devrait observer ces fleurs de liberté qui poussent ces derniers jours en Chine et revoir sa politique extérieure, à commencer par les prochaines négociations de l'accord de libre-échange, toujours en vigueur depuis 2014.

* Secrétaire syndical, Genève.

TRANSITIONS

Mes chroniques paraissent le vendredi, les tiennes, Michel, le mardi de la semaine suivante. Je guettais avec curiosité quel thème tu avais choisi – nous en avions tant en commun – et la couleur de ton humeur. Nous poursuivions ainsi une sorte dialogue à distance. Mais le mardi 8 novembre, ta chronique n'est pas venue... La grande faucheuse nous avait brutalement projetés dans un silence sans écho.

ANNE-CATHERINE
MENÉTRAY-
SAVARY*

verre, je t'avouais timidement ma frustration de ne pas être une artiste, et toi ta tienne de n'être pas un orateur. Tous les deux nous construisions notre force de conviction en conjuguant l'émotion et la raison, la poésie et l'engagement, la beauté et le désespoir, la chaleur humaine et la rudesse des combats. A ces éléments, tu ajoutais la conscience, le doute et une grande pudeur. Tu étais un poète, pas un tribun.

En 1979, c'est devant un tribunal militaire que nous nous sommes présentés, entourés d'une petite foule de personnalités venues soutenir le chanteur Pierre Chastellain jugé pour objection de conscience. J'étais son avocate et toi un de ses témoins. Nous voulions faire de ce procès un événement subversif et précurseur. Néanmoins je n'en menais pas large quand ce fut mon tour de me planter devant les trois juges haut gradés et le non moins galonné inquisiteur pour leur servir une plaidoirie féministe sur le thème de l'objection. Mais toi, quand tu te levas pour témoigner, les juges levèrent le sourcil car c'est un long poème en alexandrins que tu leur servis avec aplomb: «Condamné par la loi qui changera demain / Pierre ira en prison. (...) / Il était en avance au pays des horloges».

Tout cela dura jusqu'au moment où ta fureur contre les éoliennes déruperita de Sainte-Croix jusque chez moi, maudite écologiste que je suis. Tu n'étais pas tendre avec les institutions politiques et leurs élu-es, que tu accusais d'avoir jeté leurs idéaux aux orties. En ai-je fait les frais? Il semble que j'incarnais à moi seule la horde des politiciens barbares qui saccageait ta terre. Ironie de l'histoire, le jour de ton enterrement à Sainte-Croix, «les maîtres du vent» avaient lâché de furieuses bourrasques qui balayaient le village, comme s'ils voulaient te prouver une dernière fois qu'ils avaient de quoi faire tourner les hélices!

C'est étonnant qu'un homme aussi attaché que toi à ton coin de pays ait autant voyagé à travers le monde. Le souffle du cosmos, par exemple, c'est à deux reprises que nous l'avons senti s'emparer de nous dans le Sahara. «Je m'étais assis sur une pierre», écrivis-tu quelques années plus tard. «Le soleil descendait derrière les montagnes rouges. Dans l'oued, des gamins amenaient leurs troupeaux de petites chèvres noires. Et tout à coup, comme un souffle chaud, un sentiment de bonheur total m'avait envahi. J'étais sur une planète qui était la mienne, libre, apaisé. Je grandissais jusqu'aux limites du paysage, j'étais le paysage.» J'étais présente, moi aussi. Pas à côté de toi, mais peut-être avec les femmes qui remplissaient leurs cruches dans la foggara. Aujourd'hui, l'immensité et la beauté du désert pourraient-elles encore te rendre heureux alors que des djihadistes ravagent le Sahel et que des requérants d'asile le traversent à pied? Les fils de nos guides touaregs d'autrefois sont-ils devenus des passeurs?

Nos chroniques exprimaient parfois notre désespoir de voir le monde sombrer dans la noirceur. Tandis que le sentiment d'impuissance me brûle de l'intérieur, toi, tu t'accrochais. Dans une de tes dernières chroniques, sous le titre «On pourrait vaciller», tu refusais de te laisser abattre: «J'ai conservé envers et contre tout mon espoir en l'avenir, ma foi en l'Homme». C'est le fil rouge de toute ta vie, comme tu le chantaient en 2012: «Tant que dans mes veines un sang rouge coulera / Je me battrais encore et toujours et sans cesse / Pour saluer la vie qui palpite et qui bat / Et quand je m'en irai ce sera sans tristesse / Puisque d'autres viendront qui diront après moi / Je me bats.»

* Ancienne conseillère nationale.

Sources: Chroniques «A rebrousse-poil», *Le Courrier*; *Objection votre honneur*; *Le Procès Chastellain*, Editions d'en bas, 1979; *Lettre à Menétray*, Bernard Campiche éditeur, 2003.

A l'ami Bühler

Notre première rencontre remonte à la fin des années 60. Un matin d'octobre, j'entendis à la radio un chanteur survolté qui hurlait «Mon pays, ce n'est pas un pays c'est l'hiver». Une voix inconnue qui se révéla être celle du Québécois Gilles Vigneaux. J'appris qu'il donnait un concert à Fribourg le soir même: impossible de manquer ça! Tu y étais aussi. Mais ce n'est que plus tard que tu fis un récit semblable au mien dans une chronique: «J'allume machinalement ma radio, et là j'entends une voix qui fait vibrer le haut-parleur: 'Mon pays ce n'est pas un pays...' (...) Il faut absolument que je le rencontre, ce type est extraordinaire». S'ensuivent cinquante ans d'amitié avec le poète chanteur.

Au cours de toutes ces années, nous nous sommes retrouvés sur divers terrains: l'écriture, la chanson, les combats politiques, la Palestine, le Sahara, les migrants... Et aussi des fêtes jusqu'au bout de la nuit. Je me souviens de soirées militantes où tu chantaient avec une éperdue tendresse ton amour des gens et ta foi en la justice et la solidarité, alors que je tenais des harangues enflammées contre les bourgeois et le capitalisme. Après quoi, devant un

Alessandro Monsutti, professeur à l'IHEID et spécialiste de l'Afghanistan, décrit un régime taliban devenu plus pragmatique et renforcé par l'échec de deux décennies de protectorat occidental

PRAGMATIQUES TALIBANS

PROPOS RECUEILLIS PAR
LINE GOLESTANI

Interview ► La dramatique chute du gouvernement afghan, à l'été 2021 et le retour au pouvoir des islamistes radicaux a occulté en Occident le ressentiment de la population afghane après deux décennies d'occupation étasunienne. Professeur à la chaire d'anthropologie et de sociologie du Graduate Institute (IHEID), à Genève, Alessandro Monsutti se rend régulièrement en Afghanistan. Pour *Le Courrier*, il évoque la situation politique et sociale du pays d'Asie centrale, et notamment l'état d'esprit des populations.

Vous vous rendez en Afghanistan depuis plus de vingt-cinq ans et étiez à Kaboul cet été, un an après le retour au pouvoir des talibans. Qu'avez-vous constaté sur place?

Alessandro Monsutti: Les Afghans ne voient plus quel peut être leur avenir. Même si les talibans ne soulèvent pas l'enthousiasme, à peu près personne n'a de nostalgie pour l'ancien régime. Il y a surtout le sentiment que rien n'a été fait par le gouvernement de Karzaï puis d'Ashraf Ghani, malgré les milliards investis par la communauté internationale. Kaboul était une ville insupportable, avec de larges secteurs barricadés. A chaque convoi militaire, tout était bloqué... D'un point de vue purement urbanistique, Kaboul est plus agréable aujourd'hui; les talibans ont ouvert la ville, même s'ils effectuent des contrôles. L'omniprésence des étrangers à Kaboul était également mal vécue par la population. Tous ces militaires, ces employés d'organisations internationales et non gouvernementales. Beaucoup m'ont raconté qu'ils en avaient marre de ces étrangers, parfois jeunes avec peu d'expérience, qui leur disaient quoi faire. C'était quand même une forme de néocolonialisme qui a fatigué l'orgueil national.

Comment décrieriez-vous la situation des femmes à Kaboul, à la suite des restrictions imposées par le gouvernement des talibans?

A Kaboul, les femmes n'ont pas quitté l'espace public, elles l'occupent même avec courage en multipliant les microsubversions, comme un foulard qui tombe et laisse apparaître les cheveux. Elles ne se sont pas mises à porter la burqa, celles qui la portent le faisaient déjà avant. Les talibans sont très présents dans l'espace public, mais se montrent globalement assez accommodants, même s'ils interviennent ponctuellement. Les discours sur la victimisation des femmes en Afghanistan oublient le courage des Afghanes, auxquelles il faut rendre hommage. Il faut croire en leur capacité à trouver leurs solutions.

Dans l'administration, les fonctionnaires femmes ne peuvent plus se rendre au bu-



A Kaboul, les femmes continuent d'occuper l'espace public avec courage, témoigne Alessandro Monsutti, comme ici en octobre dernier quand des manifestantes ont exhibé leurs diplômes pour exiger des emplois. KEYSTONE

reau mais continuent néanmoins à toucher leur salaire, même s'il a baissé, comme tous les salaires.

Un Afghan pachtoune, vivant dans la province de Helmand, dans le sud du pays, nous expliquait récemment que les talibans se montraient bien

plus stricts à Lashkargah (capitale de cette province) qu'à Kaboul. Comment expliqueriez-vous cela?

En terre pachtoune, les talibans sont dans leur fief, et attendent de la population souvent plus conservatrice qu'elle se plie aux règles qu'ils imposent. A Kaboul, près de 4 millions

d'habitants, la situation est différente, les talibans savent qu'ils n'y sont pas chez eux et n'ont pas les moyens logistiques d'imposer leurs règles. C'est du pragmatisme politique. Idéologiquement, je ne suis pas sûr que les talibans aient changé depuis vingt ans, et ce que vous décrivez du sud tend à le

confirmer. S'ils en avaient les moyens, peut-être qu'ils prendraient les mêmes mesures à Kaboul. On a vu comment ils ont su se positionner à Doha, avec intelligence, et trouver des accords avec les Américains en excluant le gouvernement d'alors. Ils ont été habiles! Il se peut donc qu'ils soient plus

pragmatiques qu'avant, sans pour autant s'être assouplis au niveau idéologique.

Les talibans ont fermé les écoles secondaires pour filles dans de nombreuses provinces, mais en dehors de la capitale et de certaines régions, les gouvernements passés n'avaient pas réussi à accroître le taux de scolarisation des enfants, filles et garçons. Comment analysez-vous les choses?

Il convient de se demander si les talibans sont davantage les représentants ou les responsables de la situation de la femme en Afghanistan, au vu d'une structure sociale et de valeurs préexistantes... Il faut également rappeler que tous les Afghans, dont les femmes, ont d'abord été victimes de la guerre. Tout le monde a énormément souffert de ces quarante ans de violence. L'ordre de fermer ces écoles secondaires semble être venu des sommets du pouvoir taliban, et il s'agit d'une prise de position idéologique. Il y a ensuite eu quantité de micronegociations, qui ont permis qu'elles restent ouvertes dans certaines régions, c'est la manière afghane de faire de la politique. Ce qui me chagrinerait est que la communauté internationale se place au même niveau dogmatique que les leaders talibans. La population est ballottée depuis quatre décennies par les intérêts de tous les acteurs politiques, et son réel bien-être est toujours secondaire. Elle souffre avant tout de l'embargo, aujourd'hui. Les sanctions internationales sont souvent inefficaces, mais imposent une souffrance immense à la population civile. Avec une approche frontale et dogmatique, les positions se bloquent, alors qu'en mettant les talibans face à leurs contradictions, en négociant de façon concrète et pragmatique, on pourrait espérer faire bouger les choses.

On assiste depuis quelques mois à une recrudescence d'attaques contre la communauté chiite Hazara. Les talibans ou l'Etat islamique (EI ou Daesh), qui en est responsable?

Human Rights Watch a été très clair là-dessus, c'est l'EI qui commet ces exactions. Daesh, par ces attaques, tente de décrédibiliser les talibans en montrant qu'ils sont incapables d'assurer l'ordre. S'attaquer aux minorités et aux femmes en tentant d'attiser les fractures de la société afghane et d'empêcher toute constitution d'une unité nationale est malheureusement une stratégie terroriste avérée. La situation des Hazaras est particulièrement inquiétante et devrait alerter la communauté internationale. Il s'agit d'un groupe historiquement marginalisé par les divers pouvoirs centraux qui se sont succédé à Kaboul. Les Hazaras ont réussi ces dernières décennies à s'affirmer par l'éducation et à s'ouvrir au monde par la migration. Ces gains sont aujourd'hui menacés. 1

DÉSASTREUSE OCCUPATION

Fin 2001, le premier gouvernement taliban était renversé, et un gouvernement démocratique était mis en place, sous l'impulsion des Etats-Unis. Quel bilan en dresseriez-vous?

Ce que je déplore avant tout, lorsque l'on parle de l'Afghanistan, c'est la non-considération de son histoire récente. Ce qui est en train de se dérouler, et j'insiste sur ce point, c'est l'échec retentissant de vingt ans de reconstruction, malgré les milliards injectés. On reproche aux talibans de ne pas être capables de gouverner, mais ils ont tellement moins de moyens que l'ancien gouvernement, dont les réalisations ont été bien modestes!

On sous-estime aussi totalement la brutalité de l'action militaire américaine. Conduire la guerre avec des drones est moralement ignoble. Il y a aujourd'hui des initiatives pour bannir les mines antipersonnel, mais ne faudrait-il pas aussi interdire les drones, car c'est une manière totalement abjecte de conduire la guerre, qui détruit les gens et induit un sentiment d'injustice.

En juin dernier, j'ai eu l'occasion de rencontrer des talibans, et tous ont eu leur famille décimée par les drones... On ne peut comprendre le tissu social afghan sans se rendre compte à quel point les violences américaines ont contribué à extrémiser les positions. Les médias se concentrent sur les villes afghanes, et on



«Les violences américaines ont contribué à extrémiser les positions»

Alessandro Monsutti

oublie qu'environ 80% de la population vit en zone rurale et s'en est pris plein la figure, surtout dans le sud et dans l'est du pays. Il y a eu un grand mépris de la vie humaine, dont on doit absolument prendre la mesure. On peut se demander si l'armée américaine n'a pas tué plus de femmes que les talibans, en Afghanistan!

Le 29 août 2021, un drone américain a tué toute une famille à Kaboul, dont un

homme accusé d'être un terroriste mais qui s'est avéré être un simple père de famille... C'était une des premières attaques de ce type dans un contexte urbain, elle a donc fait la une. Des attaques comme celles-ci, dans les zones rurales, il y en a eu un grand nombre! Les talibans ont souvent été touchés, mais la population civile a beaucoup souffert. Qui s'insurgeait de ces attaques de drone contre les populations rurales? Cette stratégie militaire a par ailleurs prouvé ses limites, car les talibans sont maintenant à Kaboul. C'était donc moralement inacceptable et militairement inefficace. L'échec de la reconstruction et la brutalité de l'action militaire américaine ont contribué à délégitimer l'ancien gouvernement. Les talibans, de leur côté, offraient un système de justice comparativement transparent et cohérent, comme l'a démontré mon collègue Adam Bacsko¹. Il y avait une guerre de légitimité entre les drones et les tribunaux talibans, et le gouvernement soutenu par les Américains a perdu cette guerre! Aujourd'hui, il est hypocrite de s'attaquer aux talibans et à leur incapacité à gouverner sans prendre la mesure de ce qui s'est passé avant et les a ramenés au pouvoir après vingt ans.

PROPOS RECUEILLIS PAR LGI

¹ La guerre par le droit: les tribunaux taliban en Afghanistan, CNRS Editions, 2021

Morges change de visage

Urbanisme ► Axe central et commerçant situé entre la Grande-Rue et les quais à Morges, la rue Louis-de-Savoie va changer de visage ces prochains mois. Après des travaux de renouvellement des conduites souterraines, l'espace public sera réaménagé avec des terrasses, remis en valeur et végétalisé. La vitesse sera modérée à 30 km/h.

«Des travaux urgents de renouvellement des infrastructures souterraines nécessitent une intervention sur la rue Louis-de-Savoie. La municipalité saisit cette occasion pour réaménager cet espace public et soumet un préavis au Conseil communal afin d'obtenir les crédits de construction pour ces

aménagement», a-t-elle communiqué hier.

«Pour rendre cet axe patrimonial du bourg plus agréable pour la population et les commerces», l'exécutif souhaite «apaiser le trafic, favoriser la mobilité douce, apporter de la végétalisation et de l'ombre, ou encore créer des espaces de vie, de pauses et de rencontres».

Cela se traduira par des aménagements réversibles, confortables, installés dans une approche modulaire et évolutive. Une phase test d'une année permettra d'adapter le projet en fonction des retours des citoyens, souligne la ville. La pose d'un revêtement phono-absorbant sur cette rue est également prévue. **ATS**

La poste de Saint-François menacée

Lausanne ► Une pétition est déposée pour le maintien de l'office postal au centre-ville.

Hier à Lausanne, une pétition a été lancée pour le maintien du bureau de poste de Saint-François. L'action a été organisée par le collectif «La poste doit rester à Saint-François». Elle est soutenue par plusieurs organisations, syndicats (Syndicom, SSP, SUD) et partis politiques de gauche (MPS, PS, POP, Verts et Solidarités).

Les pétitionnaires craignent la disparition du bureau postal qui se trouve en plein cœur de Lausanne. Son accessibilité, en transports ou à pied, fait de cet office le plus important de la ré-

gion, relaie le collectif. Il offre par ailleurs la panoplie complète des services. Le collectif rappelle aussi que deux tiers des offices de poste locaux ont disparu au cours des vingt dernières années.

Le propriétaire, la société immobilière zurichoise PSP Real Estate, prévoit un projet de transformation. Une mise à l'enquête pour un octroi de permis est en cours, selon le collectif. Le rez-de-chaussée serait remplacé par un *food market*. Des discussions sont en cours entre La Poste et la gérance, a confirmé La Poste. Cette dernière fait tout son possible pour rester dans le bâtiment actuel et garantit qu'elle conservera un point d'accès dans le quartier. Aucun

licenciement pour le personnel concerné n'est prévu, affirme le géant jaune. Le bail actuel court jusqu'au 31 décembre 2023.

Le collectif dénonce l'opacité qu'entretient le propriétaire autour du bâtiment. «Nos partenaires se dérobent, ils ne cherchent pas la confrontation, ils n'ont pas envie d'un conflit ouvert», a relevé le socialiste Benoît Gaillard (ps). Une lettre, adressée à la société immobilière, est restée sans réponse.

Les pétitionnaires veulent le maintien de l'office de poste sur son site actuel, ainsi que sa pérennisation en exigeant une intervention de la ville de Lausanne. «Elle pourrait racheter

l'immeuble par exemple», lance le popiste Julien Schwab.

Le syndic Grégoire Junod n'est pas contre cette option en soi. «Elle pourrait être étudiée, mais l'immeuble n'est pas en vente. Nos moyens de pressions sont malheureusement limités», dit-il. La ville a écrit au propriétaire pour signifier son souhait de garder le bureau postal dans son bâtiment historique.

Le lancement de la pétition s'est accompagné d'une action d'accrochage de banderole sur la passerelle piétonne du Grand-Pont. «La poste doit rester à Saint-François», pouvait-on lire sur une banderole de la couleur du géant jaune.

SILVER KABACALMAN

Vaud veut doubler le nombre de logements adaptés avec accompagnement (LADA)

Une solution, pas sans défaut



Porter un bracelet d'alarme devient presque nécessaire pour être en sécurité. KEYSTONE-ARCHIVES

RAPHAËL BESSON

Vieillesse ► Vive, disponible, Danièle Béguin s'assure avec le sourire que les journalistes n'écorchent pas son nom. A 88 ans, elle pense que le yoga lui permet de conserver la forme qui est la sienne, raconte-t-elle en faisant visiter son appartement à Epalinges. Appartement dit protégé, que l'Etat baptise désormais LADA, logements adaptés avec accompagnement.

Dire qu'il est bien tenu, c'est peu dire, tant la presque nonagénaire montre son attachement à cette solution pour habiter. Elle a dû lutter pour en trouver un, mais reconnaît en toute franchise qu'il y a quand même des défauts. Celui qui frappe, qui est mentionné immédiatement, c'est le sort de la personne âgée qui chute et qui n'arrive pas à se relever.

Le concierge n'a plus le droit de venir en aide, il faut appeler l'ambulance, ce qui coûte cher, voire la police, raconte-t-elle. Ou porter un bracelet d'alarme, ce qui n'est pas rien

comme étape dans une vie. Récemment un de ses voisins a été retrouvé par terre le lendemain, explique la résidente. «Oui, c'est un défaut», sourit-elle, envers et contre tout.

Aujourd'hui, la liste d'attente pour des appartements protégés compte pas moins de 700 personnes. Les critères pour être éligibles vont de l'âge aux divers besoins en passant par la fragilité ou encore «la volonté de s'intégrer dans une communauté de vie».

Eviter l'EMS

Ce bref échange a suivi la conférence de presse des conseillères d'Etat Rebecca Ruiz et Christelle Luisier consacrée aux efforts du canton pour doubler le nombre de LADA durant la prochaine décennie. Une opération d'envergure sur fond d'un constat connu et répété à chaque occasion: la population, qui vieillit, aimerait à une très forte majorité rester indépendante dans un logement à elle. Autrement dit, la volonté d'éviter l'établissement médico-social (EMS) est évidente.

Actuellement, 60 sites LADA sont reconnus par le canton, ce qui représente près de 1600 appartements accueillant plus de 1800 personnes âgées ou handicapées. Dans son analyse démographique de la population vaudoise, le canton estime qu'il lui faudra construire d'ici à 2030 pas moins de 1500 LADA et logements pour seniors supplémentaires.

«Le concierge n'a plus le droit de venir en aide»

Danièle Béguin

Si la démarche répond à l'évidence à des considérations psychosociales, le canton ne cache pas quelques avantages financiers qu'il peut en retirer. Il écrit: «Le dispositif LADA est aussi une alternative très intéressante car il permet de repousser l'entrée en établissement médico-social en moyenne de 1,9 année. Les économies globales annuelles sont estimées

à environ 1,9 million de francs pour le canton et 1,6 million pour les communes.»

Le canton le rappelle: les LADA relèvent du partenariat public-privé, et sont donc «portés par des privés ou des communes, et lesdites communes ont des outils à disposition pour promouvoir les LADA». Il propose par conséquent de soutenir le rôle fondamental des communes pour la mise en place des LADA.

Appartements partagés

Responsable de l'aménagement du territoire et du logement, Christelle Luisier rappelle que la loi encourage la création de logements d'utilité publique (LUP), ce qui inclut les LADA. Des prêts et des cautionnements peuvent être aussi facilités par l'Etat. Le très controversé droit de préemption est également un moyen utilisable.

Responsable de la santé et du social, sa collègue Rebecca Ruiz a énuméré les huit mesures listées par le gouvernement dans le cadre de la révision de la loi (LAPRAMS, loi d'aide aux per-

sonnes recourant à l'action médico-sociale).

Outre le rôle des communes, le Conseil d'Etat entend notamment améliorer l'information de la population, faciliter l'accès aux LADA, promouvoir le partage d'appartement (un senior accueille un étudiant par exemple) ou encore proposer une aide individuelle à l'adaptation du logement ordinaire, soit 3000 francs par personne (sous condition de ressources), après évaluation par un ergothérapeute et accord préalable avec le propriétaire en cas de location.

Pour rappel, le nombre de personnes de plus de 80 ans devrait doubler dans le canton de Vaud d'ici à 2050. Les LADA sont prévus pour les personnes âgées fragilisées (raisons physiques, psychiques ou sociales), ce qui représente 88% des locataires, et pour les personnes handicapées (12%). Les loyers sont «abordables», en moyenne 1200 francs pour un 2,5-pièces, et donc accessibles à la classe moyenne et aux bénéficiaires de prestations complémentaires AVS/AI. **I**

Un vol hors norme devant la justice

Nyon ► Un présumé gentleman cambrioleur s'est retrouvé hier au tribunal à Nyon. Ce joaillier est accusé d'avoir dérobé un diamant estimé à environ huit millions de francs, en le remplaçant sur sa bague d'origine par une pierre sans valeur.

Les faits se seraient déroulés à Dully en janvier 2012. Une riche héritière a mandaté ce joaillier jordanien, dont elle était une amie proche, pour établir l'inventaire de ses bijoux. L'expert en aurait profité pour voler ce diamant rose de 17,48 carats, le substituant sur la bague par un quartz de taille et de couleur identiques. Le diamant volé n'a jamais été retrouvé.

Habitué des soirées mondaines, avec notamment la famille princière de Monaco parmi ses clients, le prévenu a passé 119 jours en détention provisoire en 2012, avant d'être libéré. Dix ans après, il clame toujours son innocence.

Le sexagénaire désormais établi à Doha, a laissé entendre, jeudi devant la Cour, avoir été victime d'un coup monté. Selon lui, le sertissage du quartz à la place du diamant a été «mal fait» à dessein, afin que le vol se remarque rapidement. Comme la bague venait de passer entre ses mains, il était facile de lui «faire porter le chapeau», a-t-il affirmé. Le joaillier réfute aussi avoir dérobé un autre diamant jaune de 3,03 carats.

ATS

ISABELLE MORET

JOURNALISTE À SES CÔTÉS

La journaliste Sandra Jean sera la nouvelle collaboratrice personnelle d'Isabelle Moret, cheffe du Département vaudois de l'économie, de l'emploi, de l'innovation et du patrimoine (DEIEP). Elle entrera en fonction le 1^{er} janvier. **ATS**

YVERDON

ARBRES CONNECTÉS

La ville d'Yverdon-les-Bains présente un nouveau dispositif dont l'objectif est de surveiller la santé des arbres. Ce kit accroché à l'arbre vise à renseigner sur la vitalité des arbres, en ville et dans les parcs et jardins. **ATS**

A Genève, 80% de la population réside dans des zones bien équipées en termes de services. Mais il faudra faire mieux pour faire baisser les émissions dues aux déplacements motorisés

Le quotidien à distance de piéton

MARIA PINEIRO

Aménagement ► Habiter proche de toutes les commodités et des services utiles à la vie quotidienne est bon pour le climat. C'est un des constats d'une récente étude du bureau d'experts 6-t qui, sur mandat du canton, a analysé l'aménagement du Grand Genève, un espace qui accueille un million d'habitantes jusque dans le district de Nyon, une partie de la Haute-Savoie et de l'Ain, par le prisme du concept de «territoire des courtes distances». Selon des données statistiques suisses et françaises, les habitant·es des zones intensément loties en services (80% des Genevois·es) tels que supermarchés, écoles, social ou encore médical émettent 4,4 kg de CO₂ par jour, contre 10,6 pour celles et ceux qui vivent dans les zones dites «de nature», soit les moins bien équipées.

L'étude plaide pour un aménagement du territoire qui tienne compte de cette donnée. «Les courtes distances constituent un levier très fort en termes de décarbonation des déplacements», commente Muriel Delabarre, directrice de l'Observatoire universitaire de la ville et du développement durable, au sein de l'université de Lausanne. Elle relève que ce concept, qui date des années 1970, est à nouveau d'actualité dans le cadre d'une «société bas carbone, en faveur d'un urbanisme écologique». A noter que la corrélation entre le lieu de vie et de travail n'est pas prise en compte par le concept des courtes distances. Essentiellement parce qu'elle n'est pas maîtrisable et que les déplacements pour le travail ne constituent pas le motif majoritaire.

Etat des lieux

Le territoire des courtes distances, c'est l'application de la «ville au quart d'heure» à une échelle plus large. «Nous avons aussi voulu nous intéresser aux franges de l'agglomération, là où la densité est élevée, mais où l'équipement est faible. C'est également là où vont se construire les nouveaux quartiers», explicite Sébastien Munafò, directeur de 6-t Suisse. Le bureau a travaillé en étroite



Le futur quartier du Rolliet, aux Cherpines, est d'ores et déjà labellisé «ville des courtes distances». ÉTAT DE GENÈVE

collaboration avec les autorités pour «faire un état des lieux, un diagnostic du territoire sous l'angle des courtes distances», relève Prisca Faure, pilote de l'étude et chef de projet à la Direction de la planification cantonale.

L'étude propose une échelle de classement en 7 degrés, du «territoire de proximité intense», à la «zone de nature». Le premier est doté de toutes les facilités. A savoir, alimentation et première nécessité, santé, social, services tels que postes, banque ou coiffure, éducation, loisirs, transports, espaces naturels. A contrario, la zone de nature se caractérise par le manque quasi total d'équipements et de liaisons de transports publics. L'utilisation des transports individuels motorisés y est obligatoire. D'où des émissions de CO₂ plus élevées. Seules les trois premières catégories sont consi-

Le territoire des courtes distances, c'est l'application de la «ville au quart d'heure» à une échelle plus large

dérées comme des territoires des courtes distances, soit une zone dans laquelle le piéton peut accéder aux aménités du quotidien en maximum trente minutes à pied.

Majorité bien lotie

Globalement, les Genevois·es sont bien loti·es. Ainsi, 80% de la population cantonale réside dans un territoire des courtes distances, dont 43% au sein des espaces les mieux équipés. Les villes de Genève et Carouge sont les mieux équipées. Il en va de même pour «les poches de proximité intense» dans les communes de la couronne, comme Onex, Lancy ou Thônex. Pour le Grand Genève, ce n'est plus que la moitié des résident·es qui habitent à proximité des équipements du quotidien. Des lieux comme la Champagne, Chancy ou Jussy ne bénéficient que de peu d'équipements du

quotidien. «Une situation problématique», juge Prisca Faure.

«Le fait que la ville de Genève corresponde à la ville au quart d'heure n'est pas surprenant. Il y a cependant encore une marge d'amélioration, même en centre-ville», concède Prisca Faure. Il s'agissait de s'intéresser aux territoires de la couronne et du périurbain. «hérités du passé», insiste Sébastien Munafò. Le diagnostic a permis d'identifier des zones lacunaires majoritairement situées dans des périmètres résidentiels, soit des zones villas dans des communes comme Troinex, Chêne-Bougeries ou Vésenaz. «Il s'agit d'un urbanisme pas du tout pensé par le prisme des courtes distances.»

Faire muter la zone villas

Dans le canton du bout du lac, ces espaces constituent un «enjeu crucial», car ils abritent 15%

de la population. «Il est possible de reprogrammer les centres des bourgs, villages et secteurs périphériques afin d'offrir à ces habitants des équipements du quotidien», note Muriel Delabarre. Une chose semble sûre, ce type d'urbanisme ne colonisera pas les futurs espaces aménagés.

L'autre territoire sur lequel se concentrer, c'est la ville. Au principe de densité, qui calcule le nombre d'habitantes sur une surface donnée, le concept de territoire des courtes distances préfère la «compacité», qui intègre les équipements. Les centres ne sont pas appelés à rester figés: «L'enjeu, c'est la qualité de vie», affirme Sébastien Munafò. Car, relève l'étude, la compacité recèle également certains aspects négatifs comme la pollution sonore, la congestion du trafic ou le manque d'espaces verts. Des points sur lesquels il est possible d'agir.

«Il est plus que nécessaire de requalifier ces quartiers existants via les espaces publics qui supportent des enjeux d'habitabilité pour l'avenir, assure Muriel Delabarre. Pour préparer les sites à assumer ces transitions, il est possible de travailler sur les plantations ou la désimpermeabilisation des sols.» Pour elle, ce processus «demande un geste politique fort associé à une éthique de responsabilité», citant l'exemple de Barcelone qui a déclassé de nombreux barreaux routiers pour les rafraîchir et y accueillir des espaces publics accessibles pour les habitant·es. «Il y a beaucoup à faire, abonde Prisca Faure. Notamment pour les piétons.»

Vision pour le futur

Elle juge que le diagnostic sur le territoire des courtes distances «donne une vision de ce vers quoi il faut tendre». Les futurs développements urbains pourront être conçus en prenant en compte ces conclusions. A titre d'exemple, le Plan localisé de quartier du Rolliet, aux Cherpines (lire ci-dessous), est labellisé «ville des courtes distances». Soit un quartier dans lequel on se déplace davantage, mais sur de plus courtes distances avec des modes moins polluants. I

Futur exemplaire?

Urbanisme ► Aux Cherpines, le quartier du Rolliet, qui accueillera ses premiers habitant·es en 2026, se veut ville des courtes distances.

Mardi soir, l'aula de l'ECG Aimée-Stitelmann affichait salle comble. Le canton avec les communes de Plan-les-Ouates et de Confignon avaient convié la population à une séance d'information sur l'avancement de l'urbanisation des Cherpines, et plus précisément du projet du futur quartier du Rolliet. Xavier Magnin, conseiller administratif de Plan-les-Ouates, a rappelé que les communes riveraines se sont attelées à façonner un quartier de qualité qui tient compte du concept de «ville au quart d'heure».

Ainsi, le Rolliet sera connecté à la ville par une nouvelle ligne de tram. Cette liaison

ainsi que l'école primaire seront opérationnelles avant même l'arrivée des premiers habitant·es. Le but: éviter que la voiture ne devienne le mode de déplacement prioritaire, car une fois les habitudes prises, difficile d'en changer. La mobilité du quartier a été pensée prioritairement en termes doux. Les parkings auto seront mutualisés et parfois éloignés des habitations. Une centrale d'auto et de vélo partage est prévue. Surtout, les rues internes du quartier seront quasiment toutes interdites au transport motorisé.

En complément, le quartier sera doté d'un centre de loisirs comprenant grimpe, patinoire, tennis ou encore bmx. Outre un EMS et un immeuble pour personnes âgées, un centre de santé est prévu. «Nous exigeons un service généraliste, pas question d'avoir une clinique de chirurgie es-

thétique», a martelé Fabienne Montbaron, maire de Plan-les-Ouates. A cela s'ajoutent une pharmacie, une supérette en attendant une plus grosse enseigne à l'avenir, un poste de police municipale ou un service social communal. Autre initiative: afin de rendre le quartier vivant, 40% des rez-de-chaussée seront dévolus à des activités à destination de la population: atelier de réparation de vélo, fablab ou arcades d'association. Ce travail a été mené avec la Chambre d'économie sociale et solidaire.

Ces équipements n'ont toutefois pas empêché à un certain nombre de voix discordantes de se faire entendre. La densité du projet, la hauteur des bâtiments, la proximité des constructions avec l'Aire, les accès et l'éventuelle congestion des routes inquiètent. MPO

ENCORE UN EFFORT

Les Vergers à Meyrin, les Crêts à Troinex, Carré vert à la Jonction ou les communaux d'Ambilly. Les urbanisations d'importance n'ont pas manqué ces dernières années. Mais respectent-elles les préceptes des villes des courtes distances? «Jusqu'à présent, les grands projets n'ont pas été suffisamment pensés comme tels», analyse Sébastien Munafò. D'après lui, à l'heure actuelle, beaucoup de quartiers sont assez peu équipés, parce qu'à leur conception, la réflexion n'a pas été poussée assez loin. Au chapitre des réussites, il cite Les Vergers. «Il y manque encore peut-être une grande enseigne ou un discounter.» A Meinier, la densification du centre du village est un exemple à suivre, selon l'expert. «Il s'agit d'une forme périurbaine intéressante avec des petits immeubles, des équipements et des espaces verts dans un centre.» A contrario, le futur quartier des Crêts passe à côté. «On n'a pas voulu concurrencer le centre du village, note Sébastien Munafò. Les équipements n'ont pas été construits, dans l'idée que les habitants iraient jusqu'à Troinex.» Pour l'expert l'idée que ce n'était «pas si loin est erronée». Selon lui, il faut miser sur un rayon de proximité immédiat. MPO

GENÈVE

CAMPES DÉDUCTIBLES

Les camps pour enfants durant les vacances seront déductibles des impôts, au titre de frais de garde dans le canton de Genève, jusqu'à concurrence de 250 francs par camp et par semaine. L'objectif est d'assurer une égalité de traitement entre les contribuables, quelles que soient les modalités de gardes choisies ou disponibles. Les familles peuvent bénéficier de cet assouplissement jusqu'au 14^e anniversaire de l'enfant. L'entrée en vigueur est fixée dès la période fiscale 2022. **ATS**

Le rôle de l'Etat au cœur des débats

Procès des Tattes ► Qui avait les moyens d'éviter le drame des Tattes? Dans ce dernier jour de procès, les parties se sont renvoyé la balle, toutes d'accord néanmoins pour dire que le bâtiment du foyer pour requérant·es d'asile n'était, au moment de l'incendie mortel de novembre 2014, pas aux normes pour un bâtiment d'hébergement collectif. Les manquements en matière de sécurité incendie avaient largement été identifiés lors d'alertes, en 2011 et 2014. La défense a plaidé l'acquiescement des cinq prévenus.

Selon elle, pris isolément, aucun des comportements incriminés dans cette procédure n'aurait dû conduire à la mort d'un jeune Erythréen piégé par les fumées et à la défenestration de nombreux résidents en panique. Ni le départ d'un incendie, dans l'absolu bénin, dans la chambre du

premier prévenu ni le fait qu'un second résident, témoin de la fumée, n'ait pas alerté de manière adéquate. L'action des agents de sécurité, qui se sont attelés à éteindre le feu de manière maladroite, n'aurait pas non plus porté à de telles conséquences si le système de portes anti-feu ne s'était révélé être un piège sans retour.

Quant à la responsabilité du coordinateur de la sécurité incendie de l'Hospice général, la défense s'est attelée à démontrer la faible marge de manœuvre de ce fonctionnaire qui avait alerté dès son entrée en fonction sur la mauvaise classification – et donc la sécurité insuffisante – du bâtiment.

Alors qui? «La responsabilité de l'Etat de Genève et de l'Hospice général est écrasante», a estimé Alexandre Böhrer, entamant les plaidoiries de la défense au

nom de son client, ancien résident des Tattes, absent. L'Etat aurait sciemment effectué «une pesée des intérêts entre le coût financier de la mise aux normes et le prix accordé à la sécurité des résidents et des personnes qui travaillaient au foyer», a ajouté le conseil d'un des agents Protectas, Gabriel Raggenbass.

Pour Virginie Jordan, qui défend l'ancien résident dont la chambre a pris feu, le Ministère public s'est arrêté à un coupable tout désigné «parce que requérant d'asile. Sur un concours de circonstance, mon client aurait pu être parmi les victimes». Lesquelles ont été à plusieurs reprises désignées par les défenseurs des agents de sécurité et du coordinateur de l'Hospice comme responsables de leur sort, considérant a posteriori que la situation ne justifiait pas de se jeter dans le vide.

Reste que dans cette procédure, aucune institution n'est inquiétée¹. «Ce n'est pas la fatalité, la politique ou la malchance qui est sur le banc des accusés», avait rappelé en début de journée Magali Buser, l'une des avocates des parties civiles. Pour elle, la chaîne de responsabilités désigne chaque prévenu comme coauteur du drame. Une thèse à l'opposé de celle défendue par M^e Junod, avocat du responsable incendie de l'Hospice, lequel a décrit les Tattes comme une «poudrière où il n'y avait qu'à allumer la mèche au vu des conflits ethniques, culturels et religieux récurrents». Le tribunal tranchera sur les responsabilités respectives des prévenus d'ici au 16 janvier, date de la lecture publique du verdict.

MAUDE JAQUET

¹Notre éditorial du 29 novembre.

Le parlement se prononcera mardi sur un budget déficitaire. L'ambiance risque d'être électrique, le personnel socio-médical manifestera au Château

Tensions autour du budget

JULIE JEANNET

Neuchâtel ► Mardi, le Grand Conseil débattait du budget cantonal pour 2023. Les discussions s'annoncent extrêmement tendues. Alors que Neuchâtel avait renoué avec les chiffres noirs en 2020 et 2021, après des années de tourmente, les finances se retrouvent à nouveau dans la tempête. Assaillies par les coûts générés par la pandémie, puis celle de l'énergie.

Le 28 septembre, le Conseil d'Etat annonçait un déficit de 9,5 millions, pour un total de 2,4 milliards de charges. Pour la première fois depuis son acceptation en 2019, le mécanisme du frein à l'endettement ne sera pas respecté. Une dérogation est demandée au parlement. On murmure que le groupe PLR et UDC pourraient s'y opposer. Si elle est refusée, Neuchâtel devra se serrer encore plus la ceinture. Les député·es se prononceront également sur une réserve en faveur du développement durable. Celle-ci devrait pouvoir être utilisée pour couvrir «des dépenses de fonctionnement représentant un engagement envers les générations futures», et ne devrait plus répondre au critère du frein à l'endettement. Une étape significative pour les Vert·es.

«Une baisse des salaires réels va forcément péjorer la qualité des soins et de l'encadrement»

Beatriz Resende

En raison de l'inflation grimpanche, le gouvernement a lui-même déjà amendé le budget pour alléger la charge des entreprises et des ménages. Il propose d'anticiper une réforme fiscale, de renoncer à la hausse du prix de l'eau et d'augmenter les subsides d'assurance-maladie. Il envisage aussi de diminuer la contribution des employeurs au contrat formation et de baisser les cotisations pour allocations



Les débats autour du budget s'annoncent tendus mardi prochain au Grand Conseil. KEYSTONE

familiales des entités publiques et parapubliques. Ces propositions seront votées mardi en plénum.

Colère du personnel socio-médical

Le personnel de l'Etat devra cependant se contenter d'une indexation de 1,8% de son salaire. Alors que, selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), le renchérissement de l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 3,3% entre décembre 2020 et septembre 2022. C'est du côté des acteurs parapublics de la santé et du social que la situation est la plus problématique, car le canton ne prévoit aucun moyen pour indexer les salaires.

Début novembre, les institutions ont informé le personnel

et les syndicats qu'ils ne disposaient d'aucun moyen financier pour remplir leurs obligations conventionnelles. Vendredi dernier, l'Association neuchâteloise des établissements et maisons pour personnes âgées (ANEM-PA) s'en alarmait à la presse. Elle juge la situation «intenable et inacceptable pour les EMS, entités parapubliques qui ne sont pas en mesure aujourd'hui de compenser, même partiellement, la baisse des salaires en valeur réelle sans soutien étatique». L'association s'inquiète de graves conséquences sociales si le budget n'est pas corrigé.

Le personnel des institutions sociales réclame aussi des moyens pour revaloriser les salaires, inférieurs d'environ 10 à 15% à ceux des fonctionnaires.

Une pétition signée par 82% du personnel de ce secteur a été déposée au Château mercredi. «Il est profondément injuste que les salaires de domaine d'intérêt public comme la santé et le social soit exclu de ce qui est prévu pour les fonctionnaires», déplore Beatriz Resende, du Syndicat des services publics (SSP), contactée par *Le Courrier*. «Une baisse des salaires réels va forcément péjorer la qualité des soins et de l'encadrement.»

Le groupe Vert-POP a convaincu la commission des finances d'amender le budget pour corriger cette «injustice». «Nous avons obtenu une augmentation de 3 millions de l'enveloppe du contrat de prestation qui lie l'Etat et les institutions», relate Christine Ammann-Tschopp,

membre de cette commission. «C'est un geste symbolique afin d'exprimer notre respect pour le personnel et indiquer que nous demanderons des crédits supplémentaires l'an prochain», relate l'écologiste.

Les syndicats ont appelé l'ensemble du personnel et plus largement la population neuchâteloise à se mobiliser mardi devant le Château afin de faire pression sur les parlementaires. Il y a cinq ans, le budget 2018 n'avait pu faire l'objet d'un consensus. Le conseiller d'Etat Laurent Kurth veillait déjà sur les finances du canton, qui avait débuté l'année de façon chaotique, s'en tenant qu'aux dépenses strictement nécessaires. Un spectre qui plane sur le Château. **I**

Péages urbains à l'étude

Genève/Bienne ► Les projets pilotes de péages urbains à Genève et Bienne franchissent une étape. Ils font partie des cinq dossiers retenus par le Département fédéral des transports (DETEC) pour réaliser des études de faisabilité. Tous tiennent compte des transports publics.

Le projet genevois prévoit de percevoir une taxe à l'entrée et à la sortie du périmètre concerné. Le tarif sera différencié en fonction de l'heure. Il devrait être de 2,50 francs aux heures de pointe et d'environ 1 franc aux heures creuses. Ce projet vise les voitures de tourisme et de livraison. Les véhicules plus lourds, déjà assujettis à la RPLP, en seront exemptés.

Le canton du bout du lac prévoit dans le même temps de mettre en place «une offre attrayante» pour les transports publics en période creuse, sur le modèle des billets dégriffés des CFF.

A Bienne également, le projet prévoit une redevance différenciée selon les heures de la journée et un tarif pour les transports publics plus avantageux aux heures creuses. L'objectif est de désengorger le centre-ville via des axes déjà existants: le trafic de transit devra le contourner plutôt que le traverser.

Le centre-ville devrait rester accessible gratuitement pour les véhicules qui se rendent directement dans un parking collectif, ce qui réduit le nombre de véhicules à la recherche de places de stationnement. «Grâce à cette idée, le projet est socialement acceptable», souligne la ville de Bienne dans un communiqué. **ATS**

GENÈVE

RETOUR DU PETIT MARCHÉ DE NOËL DES HIRONDELLES

Jusqu'à dimanche, le Marché de Noël des hirondelles, dans le quartier genevois des Grottes, est de retour entre l'Almacén et le Pavillon bleu. De quoi remplir les hottes et les têtes: artisanat et création locales, projections de films, écoutes collectives de podcasts et discussions pour réfléchir ensemble les parcours d'exil et de (re) constructions d'identités. **CO**

Jusqu'à dimanche, 5 rue des Amis/6 rue des Grottes, Genève.

Selon le National, les recettes du taux minimal à 15% devraient bénéficier pour moitié à la Confédération

La répartition de la manne divise

PHILIPPE CASTELLA

Fiscalité ► C'est un chantier fiscal aux enjeux colossaux et il a donné lieu à de vifs débats hier au Conseil national. Les élus ont débattu de l'instauration d'un taux minimal à 15% pour les grandes entreprises. Comme au Conseil des Etats en septembre, c'est sur la répartition de cette nouvelle manne fiscale que les débats ont porté principalement. On parle de montants de l'ordre de 1 à 2,5 milliards de francs par an.

La Chambre du peuple a fait un autre choix que celle des cantons à ce sujet, en privilégiant une répartition moitié-moitié entre Confédération et cantons, au lieu de donner 75% à ces derniers. La question est loin d'être purement administrative et elle divise gauche et droite.

Sur le fond en revanche, tout le monde est d'accord de mettre en œuvre rapidement cette réforme, même si à droite «ce n'est pas de gaieté de cœur», selon Olivier Feller (plr, VD), alors qu'à gauche, Samuel Bendahan (ps, VD) salue «une réforme qui rétablit un semblant de justice fiscale».

La Suisse sous pression

Cette réforme se fait sous la pression internationale, celle de l'OCDE (Organisation de coordination et de développement économiques) principalement. Son objectif est de mettre un frein au dumping fiscal auquel se livrent les Etats, en fixant à 15% l'imposition minimale du bénéfice des grandes entreprises. La Suisse ne peut guère s'y soustraire. Si elle essayait, ses grandes multinationales pourraient être taxées de manière complémentaire à l'étranger. Et elle laisserait d'autres Etats se goinfrer à sa place.

Ce taux minimal de 15% ne s'applique qu'aux entreprises présentant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 750 millions d'euros (740 millions de francs). Cela concerne environ 200 entreprises suisses et 2000 filiales de



Le taux minimal vaut pour 200 entreprises suisses et 2000 filiales de groupes étrangers, a rappelé Ueli Maurer. KEYSTONE

«Il faut avant tout renforcer le pouvoir d'achat» Samuel Bendahan

groupes étrangers en Suisse, a rappelé le ministre des Finances, Ueli Maurer.

Pour y parvenir, il a choisi d'introduire un impôt fédéral complémentaire. Cela signifie que toutes les autres entreprises, les PME en particulier, devraient continuer à être imposées au taux actuel, variant d'un canton à l'autre. Ce nouvel impôt devrait concerner une vingtaine de cantons, ceux dont le taux d'impôt sur le bénéfice des entreprises est inférieur à 15%. C'est le cas en Suisse romande à Neuchâtel (13,57%), Fribourg (13,87%), Genève et Vaud (14%). Clairement pas en revanche dans le Jura (17%), le Valais (18,72%) et Berne (21,04%).

La répartition de la manne entre les cantons se fera en fonction des sommes récoltées dans chacun d'entre eux. A ce jeu, deux cantons devraient se tailler de grosses tranches du gâteau, puisque Zoug et Bâle-Ville récupéreront environ 40% de la part dévolue aux cantons, ont souligné plusieurs intervenants. La commission voulait limiter cette part à 400 fr. par habitant et redistribuer le reste entre tous les cantons, mais l'idée a été rejetée en plénum (97 à 90). Pour la même raison, la gauche s'est battue pour limiter la part des cantons à 50%, au lieu de 75% comme le sou-

tient le Conseil des Etats, car elle craint que cet argent ne serve à renforcer la concurrence fiscale que se livrent les cantons, qui pourraient par exemple abaisser la fiscalité des personnes physiques.

Pour la droite, à l'inverse, il faut donner les moyens aux cantons concernés de rester attractifs pour les entreprises. «Il ne s'agit pas de recettes supplémentaires que les cantons pourront distribuer comme bon leur semble, mais qui leur permettront de rester compétitifs», a défendu Magdalena Martullo-Blocher (udc, GR).

Le poids du peuple

C'est Le Centre et les Verts libéraux qui ont fait pencher la balance en faveur d'une répartition moitié-moitié. «La solution retenue par le parlement doit être suffisamment convaincante pour réunir une majorité du peuple et des cantons», a plaidé Markus Ritter (centre, SG). Son point de vue l'a emporté par 99 voix à 89.

Pour le PS, c'est là le «compromis minimal absolu». Il a salué dans un communiqué «ce petit pas vers une mise en œuvre plus équitable». Pour son vice-président Samuel Bendahan, «il est clair que les recettes supplémentaires doivent être dirigées là où elles sont nécessaires, soit vers la population. Il faut avant tout protéger et renforcer le pouvoir d'achat.» C'est à cela qu'il veut consacrer la manne supplémentaire que touchera la Confédération.

La votation populaire est déjà fixée en juin prochain, dernier délai pour une entrée en vigueur imposée en 2024. A l'appui de ses revendications, le PS peut se prévaloir de ses succès dans les urnes sur les questions fiscales, le dernier en date il y a deux mois avec le non à 52% de la suppression de l'impôt anticipé sur les intérêts des obligations. Reste à en convaincre le Conseil des Etats, qui s'était très largement prononcé en septembre en faveur d'une redistribution à trois quarts aux cantons (30 voix à 8). I

Une rallonge de 15 millions

Parlement ► Le National adopte le budget 2023, avec une réserve pour Axpo et des moyens pour contrer le loup.

Le National a adopté hier le budget 2023, par 137 voix contre 49. La mouture du gouvernement prévoyait 81,3 milliards de francs de recettes et 86,2 milliards de dépenses, avec un déficit de financement de 4,8 milliards. Y ont été ajoutées 15,11 millions de dépenses.

Seule l'UDC s'est opposée. Le budget présenté par le Conseil fédéral respecte le frein aux dépenses. Le déficit de financement inclut la réserve de 4 mil-

liards pour Axpo. Il se creuse encore plus avec les décisions de la Chambre du peuple.

Celle-ci a décidé d'allouer 4 millions supplémentaires pour mieux protéger les troupeaux contre les loups. Elle a aussi approuvé 6,2 millions de francs de plus pour la promotion des ventes de vin suisse. Ainsi que 3,9 millions de plus pour la préservation des races indigènes d'animaux de rente.

Les députés ont aussi débouqué 360 000 francs additionnels pour améliorer la situation éthique dans le sport. Ils ont encore alloué 650 000 francs sup-

plémentaires pour les championnats du monde de relais organisés en 2024 à Lausanne.

Le National a par ailleurs réaffecté à Innosuisse 35 millions de francs prévus initialement pour le programme Horizon Europe. Il a aussi approuvé le transfert de 50 millions au Fonds national suisse de la recherche scientifique.

Dans le domaine des paiements directs (agriculture), 1,08 milliard va aux contributions à la sécurité de l'approvisionnement. Les élus ont relevé l'enveloppe de 161 millions par rapport à ce que proposait le Conseil fédéral. **ATS**

Des règles internes ont été violées

Renseignement ► L'ex-directeur du Service de renseignement de la Confédération (SRC) Jean-Philippe Gaudin a violé des directives internes lors de l'attribution d'un mandat de prestations externe. Une enquête administrative n'a cependant pas révélé d'infraction pénale.

L'ancien chef du SRC a quitté son poste en été 2021. Selon le *Tages-Anzeiger*, Jean-Philippe Gaudin avait rémunéré un «conseiller secret» qui s'était fait connaître pour avoir rédigé de nombreuses lettres de lecteur dans les journaux suisses. L'homme se targuait d'influencer des politiciens. **ATS**

VUE-DES-ALPES

DES RÉFUGIÉS À L'HÔTEL
Le canton de Neuchâtel a signé un bail de six à neuf mois au maximum avec la commune de Val-de-Ruz pour pouvoir temporairement loger des réfugiés ukrainiens, avec statut de protection provisoire S, à l'Hôtel de la Vue-des-Alpes. **ATS**

ÉNERGIE

BARRAGES BIEN REMPLIS
Les lacs des barrages suisses sont actuellement remplis à 85,4%, selon l'Office fédéral de l'énergie. Leur niveau se situe ainsi 12,7 points de pourcentage au-dessus de la moyenne de la même période de ces vingt dernières années. **ATS**

5^e SUISSE

LA MILLIONIÈRE RENTE
Chaque mois, des rentes d'une valeur de plus d'environ 627 millions de francs sont versées dans pas moins de 180 pays à des Suisses de l'étranger. En 2022, le cap de la millionième rente AVS/AI versée à l'étranger a été franchi. **ATS**

PÉTITION

MULTINATIONALES VISÉES
La «Coalition pour des multinationales responsables» a déposé hier une pétition avec 217 509 signatures auprès de la Chancellerie fédérale. Elle demande au Conseil fédéral et au parlement une loi efficace pour des entreprises responsables. **ATS**

PARTENARIAT

© Juliette Misch

PANDAX

CIRQUE SOUS CHAPITEAU
DU 6 AU 17 DÉCEMBRE

Dès 5 ans

PARKING DU CENTRE
SPORTIF DES VERGERS
MEYRIN

F
T M

Théâtre
Forum
Meyrin

forum-meyrin.ch

MEYRIN

Lacunes légales et lenteurs politiques, la Suisse n'est pas bien armée pour traquer les avoirs russes

Plus de 7 milliards gelés en Suisse

MAUDE BONVIN

Guerre en Ukraine ► Quelque 7,5 milliards de francs ont été gelés par les banques suisses en lien avec les sanctions prises contre la Russie suite à l'invasion de l'Ukraine. A cela s'ajoutent 15 biens immobiliers bloqués dans six cantons, selon le dernier relevé du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco) publié hier. Au total, 1239 personnes et 116 entreprises ont été sanctionnées.

Le seco signale que la valeur des dépôts qui lui ont été communiqués s'élève à 46,1 milliards de francs. «Ce nombre est impressionnant, mais le seco le précise, il ne s'agit pas du total des fonds russes détenus en Suisse», indique Agathe Duparc, spécialiste de la Russie pour l'ONG Public Eye.



«La plupart des riches Russes et des oligarques sont détenteurs de passeports européens»

Agathe Duparc

L'obligation de déclarer tous les dépôts de plus de 100 000 francs avant le mois de juin dernier ne concerne en effet pas les Russes domiciliés en Suisse, ni ceux qui ont un passeport européen ou un titre de séjour. «Or la plupart des riches russes et des oligarques sont détenteurs de passeports européens, qu'ils ont pu facilement acheter par exemple à Malte ou à Chypre», ajoute l'experte.



Le Seco signale que la valeur des dépôts qui lui ont été communiqués par les banques s'élève à 46,1 milliards de francs.
KEYSTONE/
PHOTO PRÉTEXTE

L'Association suisse des banquiers (ASB) estime entre 150 et 200 milliards de francs les avoirs russes déposés dans les établissements bancaires helvétiques. Agathe Duparc rappelle toutefois que tous les Russes ayant des comptes dans notre pays ne sont pas sous sanctions.

Matières premières

«En Suisse, beaucoup d'oligarques dans cette situation sont actifs dans le secteur des matières premières. Après la chute de l'URSS, Genève est devenue un important centre d'échange de pétrole russe. Ce tropisme s'est encore renforcé au début des années 2000: Gunvor, qui appartenait alors pour moitié à un proche de Vladimir Poutine, a

été établi son siège social dans cette ville», explique Agathe Duparc. Au cours des dernières décennies, «des Russes ont été accueillis les bras ouverts. Il suffisait d'avoir une fortune conséquente pour ouvrir un compte bancaire», poursuit l'experte.

Et le secteur des matières premières n'est toujours pas réglementé, contrairement aux banques, qui sont soumises à l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (Finma). «Ces dernières années, plusieurs sociétés de négoce ont été prises dans des scandales de corruption. La supervision des banques qui les financent n'est pas suffisante», dénonce Agathe Duparc.

La spécialiste de la Russie déplore aussi que les autorités

helvétiques se soient alignées sur les sanctions européennes avec une semaine de retard. Ce laps de temps a pu permettre à certains oligarques de s'organiser pour sortir leur argent de Suisse, selon elle. Le Conseil fédéral s'est justifié en affirmant qu'il fallait d'abord mettre sur pied les ordonnances correspondantes. «L'Union européenne a, elle, choisi un autre chemin: elle a ordonné et préparé les papiers après», signale l'experte.

Avocats préservés

Et la Suisse n'en fait peut-être pas assez dans la recherche des actifs à geler, selon Agathe Duparc. Si les intermédiaires financiers ont l'obligation de bloquer les avoirs concernés, rien

n'oblige un avocat à dénoncer son client sous sanctions, pourvu qu'il n'ait pas d'activité fiduciaire. «La loi en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent comporte également beaucoup de lacunes. Il existe aussi plusieurs manières de retarder les procédures en Suisse», ajoute l'employée de Public Eye.

Sociétés écran

Agathe Duparc pointe aussi du doigt les trusts, des montages extrêmement complexes, qui rendent quasiment impossible l'identification des propriétaires d'une société. «Lorsqu'une œuvre d'art se trouve dans un tel instrument, il s'avère très difficile de la bloquer», image-t-elle.

Et la Suisse possède des avocats doués dans la création de sociétés écran, comme les Panama Papers l'ont révélé. Public Eye plaide pour la mise en place d'un registre des ayants droit économiques des entreprises, comme l'a déjà fait l'Union européenne (UE).

Agathe Duparc dénonce enfin le manque de publicité sur le gel des avoirs de la part du seco, en charge du contrôle des sanctions. «Cela donne l'impression que la Suisse ne veut pas trop en faire vis-à-vis de ces grandes fortunes», estime-t-elle. Reste la question de l'usage des avoirs gelés. «Si l'UE réfléchit à les confisquer et à les restituer à l'Ukraine pour sa reconstruction, en Suisse nous en sommes loin», conclut la spécialiste. LA LIBERTÉ

PARTENARIAT

« Mangez local –
lisez global »

S'abonner au magazine
gratuitement dès maintenant :
global@alliancesud.ch



Swissaid Action de Carême Helvetas Caritas
Eper Solidar Suisse Terre des hommes



Après les troubles, la Chine calme le jeu

Pandémie ► Pékin a donné des signes d'un possible allègement de sa stricte politique zéro Covid.

Les autorités chinoises veulent jouer l'apaisement, après une vague de manifestations contre les restrictions sanitaires. L'approche de la Chine vis-à-vis du virus «fait face à de nouvelles circonstances», grâce au caractère moins dangereux du variant omicron et à l'avancée de la vaccination, a déclaré la vice-première ministre Sun Chunlan, s'exprimant devant la Commission nationale de la santé (NHC).

Avant-hier, Pékin avait déjà décidé d'accélérer la vaccination des personnes âgées, encore insuffisante.

Figure centrale de la stratégie chinoise face à la pandémie, M^{me} Sun n'a fait aucune mention de la politique «zéro Covid» dans ses propos tels que reproduits par l'agence de presse d'Etat Chine Nouvelle, laissant espérer que cette stratégie, qui bouleverse depuis trois ans la vie des Chinois et l'économie de leur pays, serait bientôt assouplie.

Excédés par des confinements à répétition et des tests PCR quasi quotidiens, des mil-

liers de Chinois ont manifesté le week-end dernier, à Pékin, Shanghai, Canton ou encore Wuhan – où les premiers cas avaient été détectés en décembre 2019.

Cela a été la vague de contestation la plus étendue depuis les mobilisations en faveur de la démocratie de Tiananmen en 1989. Prises par surprise, les autorités communistes ont appelé à la «répression» pour contenir ce mouvement, mais semblent aussi vouloir adapter leur politique sanitaire. Ainsi, Pékin a annoncé alléger les exigences de tests PCR. Les personnes

âgées et ceux qui étudient ou travaillent à distance sont désormais exemptés de tests quotidiens, a dit Xu Hejian, le porte-parole du gouvernement municipal. Les habitants de la capitale doivent toutefois présenter un test négatif de moins de 48 heures pour entrer dans les lieux publics.

A Canton, où des heurts ont opposé manifestants et forces de l'ordre, le confinement en place depuis plusieurs semaines a été levé, malgré un nombre record de contaminations. La ville de Chongqing a aussi assoupli sa politique sanitaire. **ATS**

Moscou s'en prend au pape

Diplomatie ► Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a dénoncé hier des propos «pas chrétiens» du pape François, après que ce dernier a qualifié de «cruels» les soldats russes issus de certaines minorités ethniques et combattant en Ukraine.

«Le pape a fait des déclarations pas du tout compréhensibles, absolument pas chrétiennes, désignant deux peuples de Russie, pour dire qu'on doit s'attendre de leur part à des atrocités lors de combats militaires», a estimé le ministre russe. «Ça n'aide pas l'autorité du Saint-Siège», a-t-il ajouté. Depuis trois jours, différents

responsables russes se sont offusqués de propos tenus par le pape lors d'un entretien avec un journal jésuite et dans lequel François évoquait la cruauté des Tchétchènes et Bouriates servant dans l'armée russe en Ukraine. La Tchétchénie est une république du Caucase russe à majorité musulmane, la Bouriatie est, elle, une région bouddhiste de Sibérie située entre le lac Baïkal et la Mongolie. La Russie a été accusée d'envoyer au front de manière disproportionnée des hommes appartenant à des minorités ethniques de Sibérie et du Caucase, régions pauvres et reculées. **ATS**

VOL MH17

ACQUITTMENT ACCEPTÉ

Les procureurs néerlandais ont déclaré hier qu'ils n'interjetteraient pas appel contre l'acquiescement d'un Russe pour la destruction du vol MH17 de Malaysia Airlines en 2014. Une telle démarche serait un «lourd fardeau» pour les familles. **ATS**

ABUS SEXUELS

LES VICTIMES EN LUMIÈRE

En un an, 450 victimes de violences sexuelles dans des congrégations catholiques ont été reconnues en France et sont accompagnées par la Commission reconnaissance et réparation. Trente-six d'entre elles ont reçu une aide financière. **ATS**

FRONTIÈRES

CHILI ET BOLIVIE D'ACCORD

Le Chili et la Bolivie ont clôturé devant la Cour internationale de justice un différend concernant un fleuve transfrontalier. Il ne fait pas de doute que le Silala est un cours d'eau international, selon la Cour. Les deux pays l'ont reconnu comme tel. **ATS**

OSCE

LA RUSSIE DOIT PAYER

Le chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell, a annoncé qu'il allait étudier avec ses partenaires de l'OSCE toutes les possibilités légales destinées à contraindre la Russie à payer pour la destruction de l'Ukraine. La réunion s'est ouverte hier, à Lodz. **ATS**

RUSSIE

TRIBUNAL CONDAMNÉ

Le Kremlin a affirmé hier que la création d'un tribunal pour juger les actions de Moscou en Ukraine, notamment de possibles crimes de guerre, n'aurait «aucune légitimité», Bruxelles s'étant déclaré la veille favorable à un tel projet. **ATS**

IRLANDE

VON DER LEYEN OPTIMISTE

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a affiché hier sa confiance sur une issue positive des négociations avec le Gouvernement britannique. Cela au sujet des dispositions commerciales post-Brexit en Irlande du Nord. **ATS**

Un mois après sa victoire, l'ex-premier ministre n'a toujours pas réussi à former un gouvernement

Netanyahou pris à son propre piège

SAMUEL FOREY

Israël ► Qu'est-il allé faire dans cette galère? Le premier novembre, Benyamin Netanyahou triomphait aux dernières élections législatives. Le camp dit «national» remportait 64 sièges sur les 120 que compte la Knesset. Le Likoud, en tête, suivi par les partis suprémacistes juifs et les deux partis religieux. Mais au bout d'un mois, toujours rien.

La faute à des alliés aussi rémuants qu'exigeants, pour Neri Zilber, journaliste basé à Tel-Aviv et analyste au groupe de réflexion américain Washington Institute: «Netanyahou a plus besoin d'eux qu'ils n'ont besoin de lui. Il n'a pas d'autre option. Ils le savent. Et cette lenteur est assez normale. Il attend la dernière minute pour former une coalition, ce qui nous amène à la veille de Noël.»

Déclarations racistes

La Knesset a prêté serment le 15 novembre. Itamar Ben Gvir, le leader du parti Force juive, a été le premier à passer un accord – les conventions suivantes sont encore informelles, elles ne deviendront officielles que dans le contrat de coalition. Le provocateur condamné à de multiples reprises voulait le Ministère de la sécurité publique. Il aura le portefeuille de la Sécurité nationale avec des pouvoirs étendus sur la police, notamment en Cisjordanie occupée – domaine auparavant sous le contrôle de l'armée. L'homme, auteur de nombre de déclarations racistes, aura donc la haute main sur la destinée des Palestiniens – et des 465 000 colons qui vivent dans



Le 1^{er} novembre, Benyamin Netanyahou triomphait aux dernières élections législatives. KEYSTONE

les Territoires. L'autre suprémaciste de la bande, Bezalel Smotrich, chef du parti sioniste-religieux, réclamait la Défense. Cet idéologue plus articulé, mais tout aussi raciste, savait qu'il n'obtiendrait pas ce poste – Washington ayant été clair qu'il ne travaillerait pas avec des «extrémistes de droite», selon Barak Ravid, journaliste pour le média en ligne Axios. Smotrich devrait prendre le Ministère des finances, avec l'administration civile sous son contrôle. Ce colon de deuxième génération sera donc en charge des démolitions, des permis de circulation ou du travail des Palestiniens.

«Annexion de facto»

Placer à ces postes les deux hommes politiques les plus radicaux du moment, Ben Gvir et Smotrich, fait dire à l'organisation israélienne La Paix qu'il s'agirait là d'une «annexion de facto» de la Cisjordanie. Mais il y en aura aussi pour les Israéliens. Avi Maoz, raciste, sexiste et homophobe, chef du minuscule parti d'extrême droite Noam, sera responsable d'un bureau pour l'identité juive, rattaché au cabinet du premier ministre. Il gèrera notamment l'immigration en provenance de l'ancienne URSS. Cela le mettra au diapason avec les partis religieux, qui demandent la suppression d'une clause dans la loi du retour permettant à quiconque se réclamant d'au moins un grand-parent juif d'obtenir le droit d'immigrer en Israël.

Les leaders ultraorthodoxes du judaïsme unifié de la Torah réclament aussi la fin de la mixité hommes-femmes pour les événements organisés grâce

à des fonds publics. «L'homme qui dénonce l'Iran depuis vingt ans veut désormais l'imiter», a commenté Yair Lapid, encore premier ministre et qui devrait être le chef de l'opposition, en parlant de Netanyahou.

«Cette lenteur est assez normale. Il attend la dernière minute pour former une coalition, ce qui nous amène à la veille de Noël»

Neri Zilber

Quant à Aryeh Deri, le leader de l'autre parti religieux, le Shas, il devrait avoir, à défaut des Finances qu'il demandait, le Ministère de l'intérieur. Le problème: il a négocié sa peine en janvier dans une affaire de fraude – il avait sous-évalué l'estimation d'une propriété à Jérusalem vendue à son frère. Ceci l'empêche de revenir à la Knesset pour sept ans. Pour passer outre, la nouvelle Knesset votera peut-être l'un des projets les plus polémiques de la prochaine coalition: la clause dite de «primauté», pour contourner les lois fondamentales de l'Etat d'Israël. Une grave brèche dans l'Etat de droit. Et un aperçu du gouvernement à venir: un sprint vers la droite comme une course à la mer. **LIBÉRATION**

Près de 20 000 volontaires ont été recrutés pour contrer les factions du Mouvement du 23 mars

Jeunes congolais face aux rebelles

PAUL LORGERIE, KINSHASA

RDC Congo ▶ La veste en tweed de Joël Habamungu dénote avec les treillis qui l'entourent. Lui aussi espère en porter un bientôt, une arme à la main, pour défendre sa patrie. Agé de 25 ans, l'idée de s'engager auprès des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) lui trotte depuis quelque temps dans la tête.

Il n'attendait qu'un signe. Peut-être était-ce celui du président de la République, Félix Tshisekedi qui, le 3 novembre, appelait les «jeunes qui en ont la vocation à s'enrôler massivement dans nos forces armées» pour se défendre de «l'envahisseur».

Appel du président

Assis devant les portes du commandement de la 34^e région militaire du Nord-Kivu, Joël, Olivier, Stanislas, Emmanuel et 200 autres jeunes attendent que leur nom soit appelé. «Je n'avais jamais vu cela, confie le colonel Faustin Ndakala, en charge du recrutement dans la province. A l'heure actuelle, j'en ai sélectionné 3822.» Selon l'état-major, le 21 novembre, près de 20 000 recrutés à travers le pays étaient dispersés dans les cinq centres d'instruction réquisitionnés pour l'occasion. Face à l'urgence de la situation, à un an d'une élection présidentielle fixée au 20 décembre 2023, le président de la République a décidé de consacrer plus de 10% du budget 2023 à la défense.

En juin, le groupe politico-armé du Mouvement du 23 mars (M23), fondé en 2012 sur les cendres d'une rébellion tutsie déçue par le non-respect d'un accord de démobilisation signé au printemps 2009, a pris la localité de Bunagana, poste-frontière entre la RDC et l'Ouganda. Depuis, ses éléments grignotent des parcelles de territoire congolais au nom de la protection de sa communauté.

Initiatives diplomatiques

Joël a entendu parler de ces histoires depuis sa ville d'origine, Minova, près du Rwanda voisin, accusé par Kinshasa d'avoir participé à la résurgence du M23. Ce que nie le président rwandais, Paul Kagame, qui rappelle que le Congo abrite d'anciens génocidaires hutus



Des combats à l'arme lourde ont repris hier dans l'est de la RDC entre les rebelles du M23 et l'armée congolaise, après cinq jours de trêve.

KEYSTONE-ARCHIVES

Si l'accusation a, à demi-mot, été réfutée par le Gouvernement congolais, Jean-Claude Buuma, chercheur au sein du Cercle national de réflexion sur la jeunesse, affirme que cette collaboration «a été la porte ouverte à l'intégration des groupes armés». «Il se peut tout à fait qu'une centaine de rebelles soit passée entre les mailles du filet», admet le général Sylvain Ekenge, porte-parole de l'état-major. Comment limiter cette infiltration? L'enrôlement des jeunes se fait en réalité par le biais d'une lettre de recommandation. «Les chefs communautaires nous donnent des listes», explique le colonel Faustin Ndakala, «et on leur fait confiance, on leur demande de veiller à ce qu'aucun de ces noms ne soit en lien avec un groupe rebelle», renchérit le général Ekenge.

Pour Jean-Claude Buuma, les premiers Congolais de l'est à répondre à l'appel du président sont des combattants. S'il n'a pas de preuve formelle de l'enrôlement de rebelles, il est persuadé que les temps de formation, raccourcis par les autorités, prouvent que les recrues savent déjà manier une arme.

Michel, chef communautaire de la province, a envoyé 200 jeunes de sa communauté au commandement de la 34^e région militaire. Les autres, près de 300, l'ont suivi dans les rangs des «groupes de vigilance», des formations citoyennes informelles censées rapporter tout comportement suspect aux autorités.

Chaque jour, Michel, Bertrand et une centaine de leurs amis se munissent d'un talkie-walkie et s'infiltrent dans les herbes hautes proches des zones de combats afin de révéler les positions ennemies. Le mois passé, six d'entre eux sont morts sur la ligne de front. «Mais il n'a jamais été question que nous entrions dans un groupe armé, se défend le chef communautaire. Vous savez, reconnaît le militaire, par les temps qui courent, on ne sait plus qui est qui.» ©LIBÉRATION

«Il se peut tout à fait qu'une centaine de rebelles soit passée entre les mailles du filet»

Sylvain Ekenge

regroupés au sein des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). M23, Codeco, FDLR... Qu'importe le nom, «l'hôpital dans lequel je fais le ménage reçoit régulièrement des personnes s'étant fait tirer dessus par les groupes armés», explique le jeune homme.

Des initiatives diplomatiques sont pourtant bien en cours pour calmer les esprits. A Luanda, par exemple, sous l'égide du président angolais João Lourenço, les pays de la région, dont le Rwanda et la RDC ont exigé un cessez-le feu au Nord-Kivu à partir du 25 novembre, qui n'a pas été respecté.

Le M23, qui n'était pas convié – le Gouvernement congolais refusant de négocier tant que les rebelles ne se seront pas retirés des zones occupées –, a communiqué qu'il acceptait la trêve «telle que recommandée par les chefs d'Etat» sans que les armes se taisent pour autant. A Nairobi aussi, où le M23 n'a également pas été invité, s'est ouvert lundi

un troisième cycle de pourparlers entre le gouvernement et les représentants de différents groupes rebelles.

Enrôlement de rebelles

Si le M23 représente l'une des plus grosses épines dans le pied du Gouvernement congolais, une centaine de groupes rebelles, qui se battent ou fraternisent au gré des alliances, arpentent chaque jour les collines de cette région meurtrière depuis trois décennies. Certains de leurs combattants auraient été enrôlés dans l'armée congolaise.

Une certaine réputation colle à la peau de cette armée depuis le début des années 2000. Afin d'acheter la paix lors de la deuxième guerre qu'a connue le pays entre 1998 et 2003, certains groupes rebelles ont été fondus dans les rangs de la conventionnelle. Une pratique en principe abandonnée au début des années 2010, bien qu'un rapport de l'ONG Human Rights Watch révèle que des «unités de l'armée nationale congolaise ont soutenu des groupes armés impliqués dans de graves exactions lors du récent conflit avec les forces rebelles du M23».

Le bilan monte à 11 morts

Italie ▶ Le glissement de terrain provoqué samedi passé par de fortes pluies à Casamicciola Terme, sur la petite île italienne d'Ischia, a fait onze morts, selon un nouveau bilan publié hier par les pompiers. Une femme reste portée disparue.

«Le corps sans vie d'une des deux femmes disparues a été récupéré (...) Les opérations de recherche de la dernière femme se poursuivent. Le nombre de victimes grimpe à onze», ont

écrit les pompiers sur Twitter. Parmi les victimes figurent plusieurs enfants, dont un nouveau-né de 21 jours.

Le désastre a été provoqué par la conjonction de plusieurs facteurs: le déboisement, le développement immobilier à outrance ainsi que le manque d'entretien et de prévention. Selon le géologue Aniello Di Iorio, la situation reste dangereuse. Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence. **ATS**

DIPLOMATIE

BIDEN ET MACRON UNIS

Joe Biden et Emmanuel Macron ont affiché hier avec force leur bonne entente. Ils s'engagent d'une même voix à soutenir l'Ukraine «aussi longtemps qu'il le faudra» et à «coordonner» leur réponse vis-à-vis de la Chine, ainsi qu'à gérer leurs différends. «On veut réussir ensemble, pas l'un contre l'autre», a lancé Emmanuel Macron, qui s'est rendu à Washington. **ATS**

SOUSCRIPTOMETRE



Participez vous aussi à notre appel de fonds.

L'objectif est de récolter 300'000.- frs ou plus, jusqu'à la fin de l'année.

IBAN: CH82 0078 8000 0508 4141 3

Merci pour votre soutien!



RELIGIONS Les thérapies de conversion bientôt interdites en Suisse? Une motion sera débattue au parlement fédéral. **14**

le **MAG** Entre écrivain·es exilé·es et natif·ves, une connexion rapide et nécessaire pour écrire, encore. **19-20**

le **MAG** Pour Olivier Mannoni, traduire Hitler c'est «traduire une langue forgée par et pour un totalitarisme meurtrier». **21**

WEEK-END

ANALYSE
11

LE COURRIER
VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2022

Boycott des factures d'énergie, grève des dockers, des postiers, des sages-femmes, dans les usines, le métro et les chemins de fer, l'«été du mécontentement» se prolonge cet automne au Royaume-Uni

L'été indien du mécontentement

LE MONDE
diplomatique

MARC LENORMAND*

Royaume-Uni ▶ Le pays est traversé, depuis l'été, par une vague de grèves inédite. Les salariés revendiquent surtout des augmentations alors que l'inflation a atteint 10,1% en juillet, et encore en septembre, un niveau inégalé depuis 1982. Dans les docks de Felixstowe et de Liverpool, les chemins de fer, la poste, les transports publics des grandes villes et l'industrie manufacturière en particulier, les syndicats ont consulté leurs adhérents et obtenu de très fortes majorités en faveur de la cessation du travail. Si des concessions ont parfois été obtenues rapidement, y compris par la simple menace de l'action dans le secteur manufacturier, les grèves ont duré dans les transports publics et plus encore dans les docks et les chemins de fer. Après plusieurs décennies d'atonie, ce retour de la conflictualité sociale met aussi fin à une séquence marquée par la primauté d'enjeux dits «constitutionnels» qui avait assuré la domination du Parti conservateur. Mais il ne s'accompagne pas, loin de là, d'un resserrement des liens entre le Parti travailliste (Labour) et les syndicats. La presse britannique a vite évoqué un «été du mécontentement», en référence à l'hiver du mécontentement de 1978-1979, lorsque plusieurs grèves avaient battu en brèche la politique d'austérité du gouvernement travailliste de James Callaghan.

Pourtant, les mobilisations de l'été 2022 rappellent bien davantage l'«été glorieux» de 1972¹: l'opposition au plafonnement des augmentations salariales par le gouvernement conservateur d'Edward Heath avait impliqué les secteurs des mines, des chemins de fer et des docks, jusqu'au bâtiment en passant par l'industrie manufacturière. L'économie britannique connaissait cependant, depuis les années 1960, les prémices d'une désindustrialisation qui allait s'étendre sous l'effet des crises monétaires et des récessions. La conflictualité chute dans le secteur privé à partir du milieu des années 1970. L'«hiver du mécontentement» constitue une sorte de passage de témoin, lorsque aux grèves des ouvriers de Ford et des routiers succède celle des agents des services publics. Les conservateurs au pouvoir de 1979 à 1997 laminent les bastions historiques: les syn-



Des dockers en grève bloquent le port de Liverpool le 24 octobre 2022. KEYSTONE

dicats combatifs des mines et de l'imprimerie sont neutralisés à l'issue de durs conflits au milieu des années 1980; les entreprises de l'énergie et des communications sont privatisées dans la seconde moitié de la décennie. Les collectivités locales, l'éducation et la santé en viennent à constituer le centre de gravité de la conflictualité sociale.

La récente vague de grèves apparaît d'autant plus remarquable que la législation antisyndicale – mise en place sous Margaret Thatcher et John Major, maintenue par les travaillistes puis encore renforcée par les conservateurs à partir de 2010 – contrarie le recours à l'action: elle exclut le blocage des lieux de travail, les grèves de solidarité ou les revendications de portée générale (comme la défense des acquis en matière de retraite). Y contrevenir expose les salariés à des licenciements et les syndicats à des poursuites. Ni droit individuel ni même pratique collective régulée, la cessation de l'activité devient une action qu'il incombe aux organisations de travailleurs d'organiser et d'encadrer. S'imposent notamment la consultation des adhérents, le vote de plus de la moitié des inscrits, l'obtention de 50% des voix en faveur de la cessation du travail.

«The working class is back»

Depuis le printemps, une participation massive et des

majorités écrasantes ont assuré, sinon les victoires des grèves, du moins leur inscription dans la durée. Ce cadre institutionnel cantonne toutefois l'action aux secteurs où les organisations syndicales sont suffisamment implantées pour chercher à engager un rapport de forces. Le taux de syndicalisation de la population active britannique, qui s'élevait à 23,1% en 2021, masque une différence majeure: si un peu plus de la moitié des travailleurs des services publics sont syndiqués, moins de 13% de ceux du privé le sont². L'évolution des salaires dépend donc de la mobilisation des rares bastions syndicaux du secteur privé, dans les transports, les docks, l'industrie manufacturière et la poste.

A cet égard, Mick Lynch, secrétaire général de la National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (RMT), le principal syndicat des cheminots, ne paraît pas infondé à soutenir qu'il lutte pour la classe ouvrière britannique tout entière. En annonçant son retour (*The working class is back*), il convoque un imaginaire susceptible de rallier des catégories populaires britanniques brutalisées par une décennie d'austérité (à laquelle une étude récente attribue 330 000 morts)³. Mais il s'agit aussi de tenter de mettre un terme au reflux syndical entamé dans les années 1980 et à l'éviction de la question sociale du débat public. La dernière vague de contestation remonte aux années de marasme économique, à la suite de la crise financière de 2007-2008⁴. Sous

le gouvernement travailliste finissant de Gordon Brown, en 2008, des grèves pour les salaires dans le secteur public et d'autres, sauvages, dans les raffineries contre l'externalisation et la concurrence d'entreprises continentales employant des travailleurs détachés incitent déjà les médias conservateurs à évoquer un «été du mécontentement». De l'automne 2010 au printemps 2012, les politiques d'austérité du gouvernement de coalition dominé par les conservateurs occasionnent des grèves et des manifestations massivement suivies dans les services publics ou encore des mobilisations étudiantes contre la hausse des frais d'inscription.

Enjeux identitaires

L'épuisement de ces contestations, symbolisé par l'évacuation du principal campement d'Occupy London en février 2012, coïncide avec le surgissement de la question nationale en Ecosse. Après que le Parti national écossais (SNP), principale formation indépendantiste, a obtenu la majorité absolue en mai 2011 au parlement d'Édimbourg, le premier ministre écossais, Alex Salmond, affirme disposer d'un mandat populaire. En octobre 2012, son gouvernement et celui du Royaume-Uni s'accordent sur l'organisation d'un référendum sur l'indépendance d'ici à la fin de l'année 2014. Peu de temps après, en janvier 2013, David Cameron promet la tenue

d'un référendum sur le maintien ou non du Royaume-Uni dans l'Union européenne en cas de victoire conservatrice aux élections prévues en 2015. S'ouvre ainsi une longue séquence «constitutionnelle»: d'une part, l'irruption de la question écossaise et des ressorts nationalistes de l'opposition à l'Union polarise le débat autour d'enjeux identitaires et divise la gauche britannique ainsi que le mouvement syndical; d'autre part, ces divisions se combinent au reflux de la conflictualité sociale après 2012 – l'année 2015 voit le plus faible nombre jamais enregistré de journées de grèves – pour laisser le champ libre à des reformulations nationalistes de la question sociale auxquelles se rallient une partie des classes populaires.

Le SNP s'est positionné à gauche depuis les années 1980 et sert donc de réceptacle à la déception à l'égard des travaillistes: lors des élections au parlement écossais de 2011, il progresse fortement dans les quartiers populaires de Glasgow et d'Édimbourg. Ce vote ne signifie pas nécessairement un soutien à la cause indépendantiste, de même que le vote travailliste ne révèle pas forcément une opposition à l'indépendance: la question nationale n'est alors ni le seul ni même le premier déterminant du vote. Le référendum du 18 septembre 2014, marqué par un taux de participation très fort à 84,6% et un vote indépendantiste élevé à 44,7%, reflète en revanche une nouvelle polarisation du champ politique écossais autour de la question nationale, dont les scrutins qui se sont tenus

depuis ont confirmé l'ancrage. Le référendum de 2016 sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne produit lui aussi une nouvelle polarisation, structurante au moins jusqu'au début de l'année 2020, entre partisans du Brexit et opposants. La question met par ailleurs en difficulté un Parti travailliste rallié depuis les années 1980 à une communauté économique perçue comme protectrice face à la déferlante thatchérienne, mais dont l'aile gauche demeure rétive au libéralisme européen. A la gauche du mouvement syndical, la RMT soutient la Trade Unionist and Socialist Coalition (TUSC) favorable à la sortie de l'Union, après avoir lancé l'alliance No2EU – Yes to Democracy (Non à l'Union européenne, oui à la démocratie) avec des organisations comme le Parti communiste pour porter une critique de gauche aux élections européennes en 2009⁵.

Même si des débats demeurent autour des conséquences du retrait de l'Union et si un nouveau référendum sur l'indépendance de l'Ecosse pourrait se tenir dès 2023, cette séquence institutionnelle a été refermée par l'élection de décembre 2019, transformée en nouveau référendum sur le Brexit par Boris Johnson. Les conservateurs se sont alors rêvés en nouveau «parti du peuple» (*People's Party*), promettant de remédier au déclassement du nord de l'Angleterre. Puis la crise sanitaire a imposé d'autres questions, sur l'état du service public de santé ou les défaillances du marché. •••

...C'est surtout la remontée progressive de la conflictualité sociale dès l'hiver 2021-2022 qui a achevé la transition vers une nouvelle séquence.

Boycott des factures d'énergie

Elle intervient toutefois dans un contexte de désalignement entre mouvement syndical et Labour. Depuis sa création en 1900 comme prolongement parlementaire du mouvement ouvrier, le Parti travailliste occupe un espace central au sein de la gauche, renforcé par les rapports organisationnels et financiers très forts entretenus avec les principaux syndicats. Cette relation a été marquée par des tensions croissantes lorsque les gouvernements travaillistes ont déçu les attentes syndicales et par des réconciliations lorsque le parti, de retour dans l'opposition, a renoué avec des organisations qui cherchaient quant à elles un débouché politique pour leurs revendications. Elles ont ainsi mis leurs ressources financières et organisationnelles au service du Labour lors des élec-



Les rames de la Piccadilly line immobilisées dans leur dépôt le 19 août 2022, lors de la grève des transporteurs du métro londonien. KEYSTONE

tions de 2015, 2017 et 2019. Jeremy Corbyn, qui a fait l'objet d'attaques virulentes jusqu'au sein de son propre mouvement

dès avant son élection comme dirigeant en 2015, a même bénéficié du soutien public et indéfectible de Leonard McCluskey,

secrétaire général de Unite, le principal syndicat dans le secteur privé.

Ce lien de proximité s'est distendu fortement depuis l'élection de Keir Starmer comme dirigeant et la rupture opérée avec les années Corbyn. Autant les responsables syndicaux avaient accepté leur propre mise à distance et le tournant néolibéral du parti dans les années 1980 et 1990 conduit par Neil Kinnock, John Smith et Anthony Blair, autant le recentrage opéré par Keir Starmer percuta la logique de nouveaux dirigeants syndicaux marqués à gauche et déterminés à affirmer l'autonomie à l'égard du parti. C'est le cas de la RMT, exclue du Labour en 2004 après que certaines de ses sections ont décidé de soutenir des partis politiques de gauche radicale. Mais c'est aussi celui d'organisations toujours affiliées au parti: en 2015, Dave Ward a été élu secrétaire général de la Communication Workers Union (CWU, syndicat des postiers), sur une promesse d'émancipation: à Unite, M^{me} Sharon Graham a succédé en 2021 à M. McCluskey sur une ligne de réorientation des ressources vers l'action sur les lieux de travail. L'attitude de la direction travailliste a renforcé cette dynamique.

Alors qu'il est même allé dans un premier temps jusqu'à interdire aux membres de son cabinet fantôme de se rendre sur les piquets de grève des cheminots, M. Starmer s'emploie surtout à présenter le Labour comme le meilleur allié des directions d'entreprise.

Les sondages lui laissent espérer les voix d'un électorat modéré. Le naufrage des conservateurs conforte cette stratégie opportuniste. Les attaques contre la livre et la dette britannique ont poussé Elizabeth Truss à annoncer sa démission le 20 octobre. Si le programme de la première ministre de «réductions d'impôts non financées en faveur des plus riches a été la goutte d'eau de trop pour les marchés financiers, c'est le plafonnement des prix de l'énergie qui avait rempli le vase à ras bord», explique le chercheur Keir Milburn. Or, ajoute-t-il, cette mesure d'un montant de 150 milliards de livres (172 milliards d'euros) aurait notamment été annoncée dès l'installation du gouvernement Truss pour désamorcer un vaste boycott des factures d'énergie⁶. Lancée en juin, la campagne «Don't Pay» a en effet permis la mobilisation de centaines de milliers de

foyers alors que la coalition «Enough is Enough» rassemble, elle, syndicats, associations et députés de la gauche travailliste autour d'une plateforme de revendications contre la hausse du coût de la vie. Conscients de leurs propres faiblesses, ainsi que des limites imposées par le cadre institutionnel, les syndicats nouent de nouvelles alliances pour poursuivre leurs combats. I

*Maître de conférences en études anglophones et en civilisation britannique à l'université Paul-Valéry de Montpellier.

¹Ralph Darlington et Dave Lyddon, *Glorious Summer: Class Struggle in Britain 1972*, Bookmarks, Londres, 2001.

²Department for Business, Energy & Industrial Strategy, «Trade union membership, UK 1995-2021: Statistical bulletin» (PDF), 22 mai 2022.

³David Walsh, Ruth Dundas, Gerry McCartney, Marcia Gibson et Rosie Seaman, «Bearing the burden of austerity: How do changing mortality rates in the UK compare between men and women?», *Journal of Epidemiology and Community Health*, Londres, octobre 2022. Lire également Sanjay Basu et David Stuckler, «Quand l'austérité tue», *Le Monde diplomatique*, octobre 2014.

⁴Lire Tony Wood, «Le mouvement social britannique sort de sa léthargie», *Le Monde diplomatique*, juin 2011.

⁵Lire Owen Jones, «Colère sociale, vote à droite», *Le Monde diplomatique*, octobre 2014.

⁶Keir Milburn, «Don't pay took down Kwasi Kwarteng», Novara Media, 18 octobre 2022.

Paru dans *Le Monde diplomatique* de novembre 2022.

PUBLICITÉ



LA VILLE DE GENÈVE ENGAGÉ

VILLE DE GENÈVE

LE DÉPARTEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE ET DE LA SOLIDARITÉ (DCSS) regroupe les politiques sociales visant à promouvoir le bien-être des habitant-e-s et le «vivre ensemble» en Ville de Genève. Il est composé de six services fournissant des prestations à la population et collabore activement avec des partenaires institutionnels, associatifs et privés afin de renforcer la cohésion sociale dans notre cité.

Afin de compléter son équipe, la direction du DCSS recherche un ou une

ADJOINTE DE DIRECTION EN CHARGE DE LA COMMUNICATION

Votre mission et vos responsabilités:
Vous contribuez au développement de la stratégie de communication interne et externe du département de la cohésion sociale et de la solidarité et assurez son déploiement. Fort-e d'une expérience confirmée dans ce domaine, vous apportez conseil, expertise et soutien à la Présidence, à la Direction et aux Services du Département. Sensible à nos missions de cohésion sociale, vous veillez à garantir une cohérence entre nos politiques publiques et les outils de communication écrite et digitale utilisés. Vous dirigez l'unité communication composée de trois personnes et validez les contributions des différentes parties prenantes dans le cadre de projets de communication. Enfin, vous représentez la Direction du département dans des projets transversaux, départementaux ou interdépartementaux dans le domaine de la communication.

Votre profil:
Titulaire d'un Master universitaire ou d'une formation jugée équivalente, vous justifiez d'une expérience confirmée de 10 ans dans le domaine de l'information, de la communication et des médias. Personnalité intègre, attachée à l'éthique du service public, vous faites preuve d'un excellent esprit d'analyse et de synthèse. Vous êtes une personne reconnue pour vos facultés rédactionnelles. De nature fiable et organisée, vous démontrez un fort esprit d'équipe et un bon sens du relationnel. Autonomie, réactivité et esprit d'initiative vous caractérisent et vous permettent de vous adapter à la gestion de crise et à des situations complexes. Une connaissance du contexte politique, des administrations publiques et du monde associatif constituent des atouts pour votre activité.

Dans le cadre de sa politique d'égalité entre femmes et hommes, la Ville de Genève souhaite promouvoir la mixité dans tous les services de l'administration.

Adresse de retour: Pour nous soutenir dans cet important recrutement, nous avons fait appel au cabinet Entreprise Positive (www.entreprisepositive.ch) qui traitera la sélection des dossiers de candidature. Celles-ci devront être déposées via www.jobup.ch.

Conditions générales Être domicilié-e dans le canton de Genève ou dans la zone de domiciliation autorisée	Entrée en fonction à convenir
---	---

Dépôt de candidature jusqu'au 22 décembre 2022
Soucieuse de développement durable, la Ville demande que les postulations lui soient adressées de préférence sous forme électronique. Les conditions de postulation et d'engagement sont disponibles à l'adresse suivante : www.ville-geneve.ch. Les dossiers incomplets ou ne correspondant pas aux exigences du poste ne seront pas retenus.

PUBLICITÉ



LA VILLE DE GENÈVE ENGAGÉ

VILLE DE GENÈVE

LA VILLE DE GENÈVE SOUHAITE POURVOIR LES POSTES SUIVANTS:

CHEF OU CHEFFE D'ATELIER au Grand Théâtre de Genève (GTG)

TAILLEUR COUPEUR OU TAILLEUSE COUPEUSE au Grand Théâtre de Genève (GTG)

Pour plus de détails concernant ces annonces: www.ville-geneve.ch

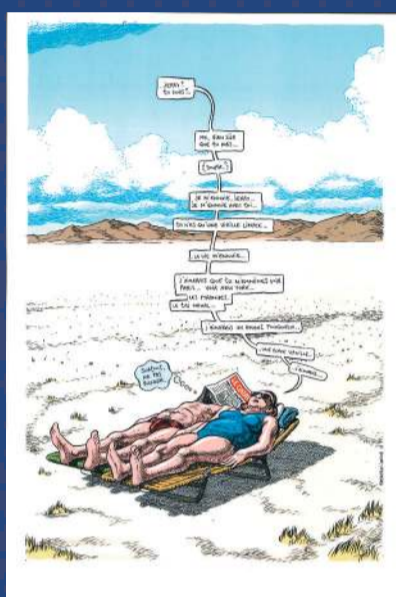
Conditions et procédure d'inscription:
Soucieuse de développement durable, la Ville demande que les postulations lui soient adressées de préférence sous forme électronique. Les conditions de postulation et d'engagement sont disponibles à l'adresse suivante: www.ville-geneve.ch. Les dossiers incomplets ou ne correspondant pas aux exigences du poste ne seront pas retenus. Tous les postes de l'administration municipale sont ouverts tant aux femmes qu'aux hommes, selon les objectifs de la politique de promotion de l'égalité entre femmes et hommes poursuivis par la Ville de Genève. Dans sa volonté de lutter contre le chômage, la Ville encourage les candidatures provenant de l'Office cantonal de l'emploi. Les postes sont ouverts à toute personne titulaire d'un permis ou d'une autorisation de travail valable.

DES CADEAUX COURRIER QUELLE BONNE IDÉE!

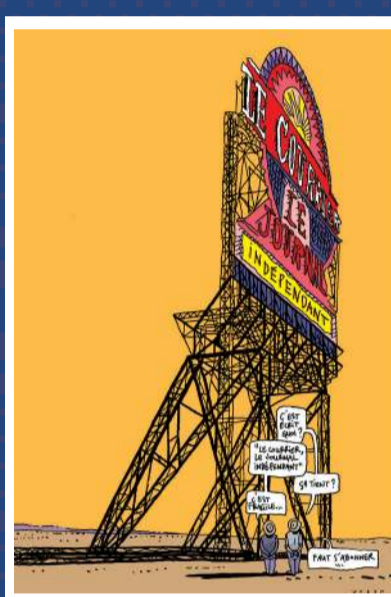
Lors du déménagement, nous avons retrouvé dans nos cartons de magnifiques affiches faisant partie de l'histoire du *Courrier*. Avec l'accord de leurs auteurs, nous avons le plaisir de pouvoir vous proposer ces illustrations qui nous sont chères:



ADRIENNE BARMAN



FREDERIK PEETERS



PIERRE WAZEM

AFFICHES A3

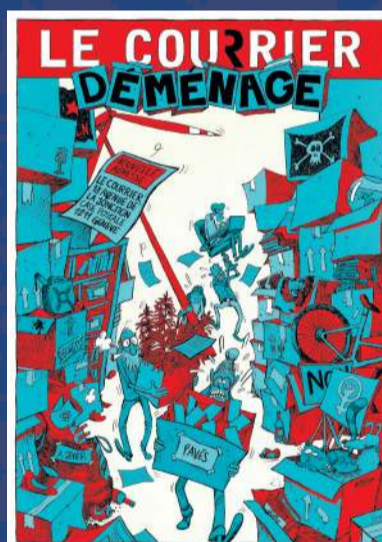
inoubliables affiches d'Adrienne Barman, Frederik Peeters et Pierre Wazem sur papier A3 170g

20.- frais de port inclus

AFFICHES SÉRIGRAPHIÉES, NUMÉROTÉES ET SIGNÉES

Affiche historique d'Exem au format A2 200g
Géniale illustration de notre déménagement vu par Vincent Di Silvestro / papier A3 250g

frais de port inclus 40.-



VINCENT DI SILVESTRO



EXEM



LES BONS CADEAUX

ABO WEB 1 AN: 249.-*
au lieu de 299.-

ABO COMBI 1 AN: 299.-*
au lieu de 359.-

* Prix valable uniquement jusqu'au 31 décembre 2022 à destination d'une personne non abonnée

Vos commandes sur:
www.lecourrier.ch/boutique, abo@lecourrier.ch ou 022 809 55 66



Plusieurs cantons prévoient une interdiction des pratiques qui cherchent à modifier l'orientation sexuelle. Une nouvelle motion vise une interdiction fédérale. Débat lundi

Eviter le patchwork législatif

DOMINIQUE HARTMANN

Politique ► Alors que des pays aussi différents que l'Allemagne ou le Brésil les prohibent explicitement, la Suisse n'a pas encore franchi ce pas. Le processus est néanmoins engagé: une motion demandant l'interdiction des dites «thérapies de conversion» sera présentée lundi au Conseil national. Le texte de la commission des affaires juridiques propose aussi une nouvelle terminologie.



«La notion de 'mesure' permet d'inclure aussi les pressions qui passe pour un accompagnement pastoral ou un rituel de prière»

Adrian Stiefel

«Les pratiques qui visent à modifier ou à refouler l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou l'expression de genre doivent être interdites», estime le vert Nicolas Walder, membre de la commission juridique du Conseil national. «Elles relèvent du charlatanisme – on voit bien qu'elles restent sans effets – et ajoutent de la souffrance en



Selon une étude récente de Pink Cross, plus de 14 000 personnes seraient concernées en Suisse.
KEYSTONE-
PHOTO PRÉTEXTE

culpabilisant sans raison les personnes qui s'y soumettent: l'homosexualité n'est ni un crime ni une maladie.» L'Etat a la responsabilité, selon lui, de protéger les personnes qui sont «sous emprise d'une idéologie, religieuse ou autre».

Si les milieux évangéliques sont généralement pointés du doigt, d'autres communautés religieuses ayant une lecture littérale des textes religieux peuvent tenir un discours discriminant, relevait récemment Adrian Stiefel, responsable de l'Antenne LGBTI Genève – le bureau cantonal de l'Eglise protestante de Genève pour les questions LGBTIQ+ – à l'occasion de la table ronde organisée avec

Pink Cross, dressant un état des lieux de la question. «Ces communautés ne sont d'ailleurs pas les seules à être influencées par des normes convictionnelles condamnant l'homosexualité.»

Réviser la terminologie

Ces tentatives de réorientation sexuelle sont communément qualifiées de «thérapies» de conversion. La motion de la commission des affaires juridiques se distancie de cette terminologie, préférant parler de «mesures». Adrian Stiefel, qui a vécu une telle expérience, salue le changement: «Cela permet d'inclure les pressions communautaires qui peuvent passer par une prédication, un accom-

panement pastoral, un rituel de prière...» Le texte présenté le 5 décembre concerne les mineurs et les jeunes adultes.

Mais qu'en est-il des traitements liés à la dysphorie de genre? Une condamnation pourrait-elle concerner les praticien-nes ou psychologues qui accompagnent des jeunes en transition? «En effet, souligne Nicolas Walder. C'est pourquoi cette initiative, contrairement aux trois précédentes déjà déposées au niveau fédéral, propose des cautèles pour les mesures de réattribution sexuelle prises sur indication médicale.»

Une minorité de la commission des affaires juridiques du National aurait préféré attendre

les résultats d'un postulat déposé par le conseiller national UDC von Siebenthal, qui demande d'évaluer la fréquence de ces «thérapies» en Suisse et la possibilité de lutter contre elles dans le cadre légal actuel. Selon une étude récente de Pink Cross, plus de 14 000 personnes seraient concernées en Suisse.

Vaud outille sa loi sur la santé

L'objectif de la motion est aussi d'unifier la réglementation au niveau fédéral et d'éviter un «patchwork» cantonal. Dans de nombreux cantons, tels Zurich, Genève, Schwyz ou Vaud, des interventions parlementaires ont en effet été déposées pour

demander l'interdiction des mesures de conversion. «Mais une pratique qui n'est pas condamnée dans le Code pénal suisse ne peut pas donner lieu à une peine dans un canton», rappelle Nicolas Walder.

Vaud a choisi pour sa part d'amender sa loi sur la santé publique. La dénonciation pourra donc aussi émaner du ou de la médecin cantonal-e. A Genève, la motion votée de mars 2021 demandait au Conseil d'Etat de proposer un projet de loi dans les six mois. Selon le Département de la sécurité, de la population et de la santé (DSPS) désormais en charge du dossier, le projet est toujours en phase de rédaction. I

Nomination «surprise»

Chine ► Le Vatican estime que la nomination d'un évêque viole un accord.

Le Vatican a fait part samedi de sa «surprise» et de ses «regrets» après la nomination d'un évêque dans un diocèse de Chine non reconnu par le Saint-Siège. Il estime que cela viole l'accord conclu en 2018 avec Pékin.

Dans un communiqué, «le Saint-Siège a noté la nouvelle de la 'cérémonie d'installation', le 24 novembre à Nanchang, de Monseigneur Giovanni Peng Weizhao, l'évêque de Yujiang (province du Jiangxi), en tant qu'évêque auxiliaire du Jiangxi', un diocèse non reconnu par le Saint-Siège». «Cet événement ne s'est pas déroulé conformément à l'esprit de dialogue et à ce qui était stipulé dans l'accord provisoire [de 2018] sur la nomination des évêques».

Le Vatican a révélé le mois dernier qu'il avait reconduit pour la deuxième fois l'accord secret permettant à la fois à Pékin et au Saint-Siège d'avoir leur mot à dire dans la nomination des évêques en Chine. Depuis des décennies, il y a deux Eglises catholiques en Chine, une qui répond à

Pékin et une congrégation «clandestine» qui reste fidèle à Rome. L'accord de 2018 a permis à Pékin de choisir des évêques et de faire approuver par le Saint-Siège leur désignation, mais il a été qualifié par certains de «trahison» des catholiques clandestins de Chine.

«Le Saint-Siège espère que des épisodes similaires ne se répéteront pas» et a dit attendre une communication à ce sujet de la part des autorités chinoises. Le Vatican «réaffirme sa pleine disponibilité à poursuivre le dialogue respectueux concernant toutes les questions d'intérêt commun».

L'accord de 2018 a été reconduit malgré les tensions ayant résulté de l'arrestation en mai du cardinal à la retraite Joseph Zen, l'un des plus anciens cardinaux catholiques d'Asie, par les autorités à Hong Kong. Ce prélat de 90 ans a été condamné vendredi passé pour avoir géré un fonds de plusieurs millions de dollars destiné à la défense des manifestants antigouvernementaux arrêtés en vertu de la législation sur la sécurité nationale que Pékin a imposée en 2020. **ATS/AFP**

Moins de la moitié des anglais-es se disent chrétiens

Angleterre ► Pour la première fois, moins de la moitié de la population en Angleterre et au Pays de Galles se déclare chrétienne. Alors qu'ils étaient 59,3% en Angleterre à se dire chrétiens en 2011, ils ne sont plus que 46,2% en 2021, selon de nouveaux résultats du recensement 2021 publiés par l'Office national des statistiques (ONS). Viennent ensuite les sans religion, qui composent plus du tiers de la population du pays (37,2%), contre 25,2% (14,1 millions) en 2011.

Le paysage religieux du pays est marqué par une plus grande diversité. La proportion de musulmans (6,5% en 2021, contre 4,9% en 2011) et d'hindous (1,7% en 2021, contre 1,5% en 2011) a aussi augmenté.

Le Pays de Galles a connu une baisse plus importante encore du nombre de personnes se déclarant chrétiens (de 57,6% en 2011 à 43,6% en 2021) et une augmentation plus nette des sans religion (de 32,1% en 2011 à 46,5% en 2021).

Pour la professeuse Linda Woodhead du King's College de Londres, ce déclin s'expliquerait notamment «par le

manque de transmission du christianisme entre générations, rapporte *The Guardian*, transmission plus efficace dans l'islam et l'hindouisme». L'archevêque d'York, Stephen Cottrell, a observé pour sa part que «l'ère où beaucoup de gens s'identifiaient automatiquement comme chrétiens est derrière nous, mais d'autres études montrent que les mêmes gens cherchent des valeurs à suivre dans leur vie».

Pour le groupe Humanists UK, qui milite pour les droits des personnes non religieuses, ce recensement interroge les politiques publiques, notamment en matière d'enseignement (un tiers des écoles de l'enseignement public sont chrétiennes et 16% ont des politiques de sélections basées sur la religion). «Le Royaume-Uni est de manière presque certaine l'un des pays les moins religieux sur terre», affirme son directeur général, Andrew Copson. Pourtant, «aucun autre Etat en Europe» ne voit la religion aussi présente dans sa législation et ses politiques publiques, rapporte *Le Figaro*.

CATH.CH/AG/LB

ÉCHO MAGAZINE

NOUVEAU RÉDACTEUR EN CHEF

Jérôme Favre a été nommé rédacteur en chef de *L'Echo Magazine*, il entrera en fonction le 1^{er} janvier 2023, a communiqué mardi l'hebdomadaire basé à Genève. A la suite du départ d'Aude Pidoux en août 2021, la rédaction en chef était assurée ad interim par Dominique-Anne Puenzieux, directrice de Sari-press, société éditrice de l'hebdomadaire chrétien. **DHN**

Retrouvez
Le Courrier
sur internet

WWW.LECOURRIER.CH



Rencontre entre Hussein Mohammadi et Jafar Sael, animée par Ana Sobral, à la Literaturhaus de Zurich en septembre 2021. XENIA ZESSI / WEITER SCHREIBEN SCHWEIZ

Le projet «Ecrire, encore» met en lien des écrivain·es exilé·es avec leurs pairs dans les pays d'accueil, afin de favoriser rencontres et traductions. Les premiers tandems se sont formés en Suisse romande

DUOS SANS FRONTIÈRES

ANNE PITTELOUD

Écriture ► A écouter Ana Sobral parler du projet Ecrire, encore, on se demande pourquoi il n'a pas été lancé plus tôt, tant il fait sens et répond à une nécessité. C'est sans doute la raison pour laquelle il s'est si rapidement étendu à l'international. Né en Allemagne il y a cinq ans, dans le sillage de la grande vague migratoire, sous l'impulsion de l'écrivaine Annika Reich, Weiter Schreiben met en relation les écrivain·es en exil et ceux d'ici, raconte Ana Sobral, sa directrice artistique en Suisse. L'idée est de favoriser les échanges entre pairs mais aussi avec le public local, pour donner de la visibilité à des plumes occultées et favoriser la traduction de leurs œuvres.

«Les enjeux de l'exil ne se limitent pas à l'Allemagne, et le projet s'est développé dans plusieurs pays d'Europe», raconte Ana Sobral. Ainsi, des tandems ont été constitués en Suisse alémanique en 2021 et en Suisse

romande cette année, avant le Tessin en 2023. Les deux premiers duos romands sont formés par l'écrivaine d'origine syrienne Chadia Atassi et Catherine Lovey, à Lausanne, et par l'autrice kurde Suzan Samanci et Karelle Ménine à Genève (lire leurs témoignages page suivante). Leurs échanges ont pris la forme d'une correspondance littéraire, traduite et publiée peu à peu sur le site d'Ecrire, encore – Suisse.

Les organisateurs ont aussi mis sur pied cet automne deux événements publics: après une discussion entre Chadia Atassi et Catherine Lovey en novembre à Lausanne, la Maison Rousseau et Littérature accueille ce samedi Karelle Ménine, Suzan Samanci et son traducteur Sylvain Cavallès, en clôture du Symposium suisse pour traducteurs et traductrices littéraires organisé par l'AdS (Association Autrices et Auteurs de Suisse).¹

Développer un réseau

Comment se construisent ces collaborations? «Il y a d'abord

un long processus de recherche pour trouver des exilés actifs dans le milieu littéraire, car ceux-ci sont complètement invisibles, explique Ana Sobral. La première étape a donc été de développer un réseau dans le milieu littéraire et celui des réfugiés, afin de trouver puis sélectionner les écrivain·es exilé·es.»

Weiter Schreiben / Ecrire, encore essaie d'atteindre différentes communautés. Un travail de longue haleine qui s'avère payant, puisque Ana Sobral reçoit déjà des mails d'auteur·s suisses intéressé·es à prendre part au projet. Depuis deux ans, «nous avons aussi développé beaucoup de contacts dans les milieux de l'exil, se réjouit-elle. Nous découvrons souvent que les auteur·es vivent ici depuis des années sans contact aucun avec la scène littéraire suisse.»

Ils et elles sont choisi·es pour la qualité littéraire de leur travail. «Nous demandons ensuite à un comité de conseiller·ères de nous proposer des profils avec lesquels ces plumes en exil pourraient entrer en dialogue.

C'est une question de *match making*. Le lieu de résidence est aussi important.» En Suisse romande, ce comité est composé de la traductrice Camille Luscher, et des écrivaines et traductrices Marina Skalova et Michelle Bailat-Jones.

Une vitrine efficace

Les tandems formés sont ensuite libres d'échanger comme ils le souhaitent et d'expérimenter plusieurs formats: écriture de textes à quatre mains, échanges d'idées sur l'écriture, mises en lecture, correspondances littéraires, etc.

Si Ecrire, encore n'a pas les fonds pour faire traduire un livre entier, la visibilité offerte via la publication sur son site et les rencontres publiques permet aux textes d'exister en Europe. «Nous créons des dossiers sur ces auteurs, qui leur donnent une vitrine. Le partenariat du tandem peut aussi leur donner l'opportunité d'entrer en contact avec des maisons d'édition.» L'impact pour les auteur·es en exil est majeur. «Beaucoup sont

vraiment sous les radars parce qu'ils écrivent dans une langue que personne ici ne comprend, poursuit Ana Sobral. Leurs témoignages sont très forts et souvent bouleversants. L'un d'eux m'a dit: 'Je suis à nouveau considéré comme un écrivain et plus comme un réfugié.'»

Et de raconter l'histoire d'un auteur sri-lankais vivant en Suisse depuis des décennies, qui avait publié plusieurs livres de poésie en tamoul mais restait totalement inconnu du public suisse. «Il a maintenant rejoint notre projet après que sa fille nous a contactés, et nous publierons une traduction allemande d'un extrait de son premier roman en décembre. Ce livre traite de sa fuite du Sri Lanka vers la Suisse.» Autre exemple, celui de l'écrivain afghan Hussein Mohammadi, qui a trouvé un éditeur grâce à sa participation au festival BuchBasel dans le cadre de Weiter Schreiben.

La traduction est ainsi centrale. «L'objectif est de construire un réseau de traducteurs en Suisse, en Allemagne, en France

pour toutes ces langues peu traduites comme le tamoul, le kurde, le tigrina, etc.»

Autres points de vue

Pour le lectorat des pays d'accueil, pouvoir lire ces textes représente une richesse indéniable. «Dans l'esprit d'une nouvelle 'littérature engagée', lit-on sur son site, Europa Weiter Schreiben fait entendre d'autres histoires de la migration que celles du discours officiel. Comment ces auteur·es vivent-ils personnellement leur nouveau pays, en temps d'inflation, de guerre, de pandémie et de populisme de droite? Comment ce vécu s'exprime-t-il dans leur création artistique? Ils et elles écrivent aussi sur leur expérience de l'exil en Suisse, ce qui concerne directement le lectorat d'ici, souligne Ana Sobral. «Ils contribuent à écrire la littérature suisse et doivent être reconnus comme partie prenante de notre société.»

Ecrire, encore - Suisse est dans une phase pilote de trois ans, jusqu'en 2024. Gageons que d'ici là, un espace d'échanges public aura été créé. Les liens entre auteur·es, eux, n'ont bien sûr pas de limites temporelles. |

Lire aussi page suivante.

¹ Sa 3 décembre à 18h30 à la MRL, 40 Grand-Rue, Genève. www.m-r-l.ch/weiterschreiben.jetzt, ecrire-encore-suisse.ch

«Je voulais créer ma vie en écrivant»

Interview ▶ L'écrivaine kurde Suzan Samanci, qui forme un tandem avec Karelle Ménine, évoque sa trajectoire et son lien à l'écriture.

Ecrivaine et journaliste kurde, Suzan Samanci est née en 1962 à Diyarbakir, qu'elle a quittée en 2008 pour s'exiler à Genève. Elle a travaillé comme chroniqueuse pour différents journaux avant de commencer à publier, d'abord des nouvelles, en 1991. Scolarisée et éduquée en turc, elle s'est réappropriée dans un deuxième temps sa langue maternelle comme langue d'écriture. Son œuvre est aujourd'hui publiée par une importante maison d'édition basée à Istanbul et a été traduite en plusieurs langues. En français, deux recueils de nouvelles sont parus en 2018 et 2019 aux confidentielles éditions vaudoises A-Eurysthée. Entretien.

Que représente pour vous le projet *Ecrire*, encore?

Suzan Samanci: Tout d'abord, je voudrais remercier ceux qui ont soutenu et mis en pratique un tel projet. C'est une force motrice pour moi, qui stimule mon désir d'écrire davantage. Chaque écrivain·e souhaite être lu·e, s'adresser au public, interagir avec lui et entendre en retour l'écho de sa propre voix. S'adresser à une oasis vide est décourageant, cela ne met pas en route l'acte d'écrire.

Pourquoi avez-vous dû quitter votre pays en 2008?

J'ai travaillé comme chroniqueuse dans des journaux d'opposition kurdes et turcs de 1995 jusqu'en 2011. Je voyageais souvent en Europe, où je participais à des soirées de lecture, et je n'ai jamais eu le désir d'y vivre. Mais parfois une erreur, une mauvaise et inutile décision peut changer la vie d'une personne en un instant. La Suisse et Genève abritent de nombreux réfugiés politiques, écrivains et artistes, cela fait sens pour moi. Il y a trente ans, quand j'ai lu *Les Confessions* de Jean-Jacques Rousseau, comment pouvais-je



«Ici, je peux dire que ma plume est plus insouciant et libre.» ELISA MURCIA ARTENGO / WEITER SCHREIBEN SCHWEIZ

savoir qu'un jour j'habiterais dans sa ville natale?

Il est très douloureux de regarder la Turquie d'ici: depuis l'instauration de l'état d'urgence de 2016, elle s'est transformée en une grande prison avec l'arrestation de politicien·nes, d'écrivain·es et d'intellectuel·les de l'opposition. Ce pays gouverné par une prétendue démocratie ne reconnaît même pas les droits des différentes cultures et s'est construit au contraire sur leur destruction. La vie de ma génération a été marquée par la loi martiale et les états d'urgence. Les traumatismes de la guerre et de la violence, les morts de frères, de mères, de pères et d'enfants peuvent-ils facilement être surmontés?

Vouloir écrire dans ce contexte où tout concourait à briser les rêves, était-ce aussi lié à un désir d'émancipation, de liberté?

Pendant mon adolescence, lorsque j'ai choisi de mettre la littérature au centre de ma vie, j'ai appris en lisant les œuvres

de Simone de Beauvoir qu'une femme devrait être un sujet, que le chemin de la liberté passait par l'art, la littérature et la pensée. Je crois qu'ils donnent une authentique liberté spirituelle et intellectuelle. Je voulais créer mon existence en écrivant, en produisant et en acquérant des connaissances.

La voix des écrivaines a commencé à se faire entendre en Turquie dès les années 1970. Mais la littérature mondiale n'est toujours pas féministe – combien de femmes ont reçu le Nobel de littérature? Si vous êtes une femme kurde, cette difficulté est démultipliée: en plus de l'oppression de l'État, vous êtes entourée d'un cercle très destructeur, dans une perspective masculine et traditionnelle.

On a ici la vision de femmes kurdes plus libres...

Leur réveil, leur rassemblement en masse, a été structuré par le mouvement politique qui a suivi le coup d'Etat militaire de 1980 en Turquie. Le fait que les

Kurdes soient descendues dans les champs et se soient résolument battues a beaucoup aidé les féministes turques. Peu d'entre elles sont alphabétisées, mais elles sont devenues très politisées au cours des quatre dernières décennies; avec leur lutte contre Daech, elles ont ouvert une page importante de la littérature féministe mondiale.

Quel est votre relation à la langue turque?

Quand j'écrivais en turc, les mots de ma langue maternelle voltigeaient toujours dans ma conscience. Je me suis sentie prête à écrire en kurde dès 2014, ce qui ne veut pas dire que je n'écrirai plus du tout en turc. Toutes les langues se complètent, ont besoin l'une de l'autre. Être multilingue, multiculturel est une richesse.

Dans l'histoire de la République turque depuis un siècle, le kurde a toujours été opprimé et interdit. Dès les années 1990, cette interdiction a été partiellement assouplie, mais le kurde

n'est toujours pas garanti dans la Constitution. La structure démocratique multiculturelle de la Suisse devrait être un exemple pour ceux qui ne supportent pas la différence culturelle et linguistique. Car celui qui ne peut pas se relier à sa langue maternelle se coupe de sa propre existence, n'a pas d'histoire ni d'avenir.

Comment avez-vous vécu vos premières années d'exil ici?

Être plongée dans une nouvelle langue, une nouvelle culture n'était pas facile, mais ma maturité et mon écriture m'ont donné une autre force. Lorsque je m'asseyais derrière mon bureau ou que je lisais, j'oubliais où je vivais. La littérature est forgée par le nomadisme et la douleur, sans nostalgie inutile. Quand vous écrivez en exil, quand vous vous renouvelez constamment, vous transformez l'exil en une vie positive et productive. D'ailleurs, à notre ère numérique, le concept de distance et d'exil est discutable, je pense qu'il varie d'une personne à l'autre.

Nous sommes aussi une extension de la société dans laquelle on vit, de sa géographie. A Diyarbakir, j'étais davantage soumise à une forme d'autocensure. Ici, je peux dire que ma plume est plus insouciant et libre. C'est l'existence sociale qui détermine la conscience, écrivait Marx.

Quelle visibilité avez-vous dans la diaspora en Suisse?

Les associations d'opposition kurdo-turques organisent parfois des activités, mais l'intérêt de la diaspora pour la littérature est faible, sa conscience est trop imprégnée de politique et de souffrances.

Reste que pour un acte d'écriture fort, il ne faut pas courir après l'illusion d'être visible. Je pense que si vous avez du bon miel à vendre, l'acheteur viendra de Bagdad. Une littérature de qualité est toujours conflictuelle, elle crée des vérités qui forment souvent l'avant-garde de la perturbation sociale. Quand Donald Kuspit écrit, dans

The End of Art («La fin de l'art», non traduit en français, 2005, ndr), que la littérature populaire est la littérature des masses malheureuses, cela me parle. Mais je crois en une littérature forte, non éphémère.

Que pouvez-vous nous dire des lettres kurdes?

Les Kurdes mènent une guerre pour leur existence, la pauvreté et le manque d'éducation sont devenus notre destin. Nous sommes l'un des peuples les plus anciens de l'histoire, mais n'avons pas été en mesure de rattraper notre ère dans plusieurs domaines. La littérature kurde aussi est limitée. Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas d'héritage. Nous avons une culture de résistance profondément enracinée. Et de jeunes auteur·es écrivent aujourd'hui dans leur langue maternelle.

Il y a ainsi plus de livres en kurde, mais parler de qualité élevée est encore tôt, et c'est naturel. Il n'est pas aisé de s'exprimer et d'écrire dans une langue interdite pendant des années. La littérature exige de la patience, de l'accumulation, elle peut seulement se développer sur une longue période.

Le Goethe des Kurdes, Ehmedê Xanî, auteur du long poème épique *Mem û Zîn* en 1692, a jeté les bases de notre littérature. L'art de la nouvelle s'est révélé dans les années 1920, et le premier roman kurde, *Şivanê Kurdî* («Le Berger kurde») d'Ereb Şemo, date de 1936. Ces récits reflétaient la vie rurale, les valeurs féodales et traditionnelles; dès les années 1990, on a vu émerger les thèmes de la quête de liberté, de l'individualisation, de l'amour et de la sexualité.

La littérature kurde a pris de l'ampleur. Mais à quel point ces livres sont-ils lus? Pour qu'ils rencontrent la littérature mondiale, ils ont besoin d'agences de traduction puissantes et institutionnalisées. Je n'en ai pas trouvées pour la traduction de mes romans.

PROPOS RECUEILLIS PAR APD

D'après une traduction du kurde par Yakup Karademir.

Un autre regard sur le territoire



Karelle Ménine en vitrine de la Maison Rousseau et Littérature à Genève, avant la rencontre de ce samedi. DR

Entretien ▶ Quand Karelle Ménine a été contactée par *Ecrire*, encore – Suisse, qui sondait son intérêt à prendre part au projet, elle a tout de suite dit oui. Ecrivaine, historienne, chercheuse et artiste franco-suisse, elle interroge notre rapport à la littérature et à l'image via des textes littéraires, des essais, des performances ou des installations. Elle a publié cette année *Bleuir l'immensité* (MétisPresse) et *Nimbe noir* (Labor et Fides), et développe depuis 2020 «Recadrage», un projet de recherche et d'expositions consacré au regard que les femmes portent sur le monde à partir des médiums photographique et littéraire.¹

Elle découvre les écrits de Suzan Samanci sur la plateforme du projet en septembre dernier. «Son travail me touche beaucoup par sa force d'écriture. Elle possède d'autre part une immense connaissance littéraire. L'entendre parler de Woolf, Duras, Sontag, est frappant.»

Elle-même a séjourné à Diyarbakir pendant trois semaines, il y a une dizaine d'années. Elle se voit comme «une sorte de marraine» qui ouvre à Suzan Samanci le milieu culturel romand. «Nous allons ensemble au théâtre, dans des gale-

ries, on échange des livres, je l'invite chez moi où elle rencontre ce milieu qu'elle ne connaît pas. Elle a eu jusque là une vie sociale très réduite en Suisse et n'avait pas encore eu le loisir de vivre Genève. L'inverse ne sera malheureusement pas possible: si elle retourne en Turquie, elle va droit en prison. Le plus intéressant, pour moi, dans ce projet, est ce que cela représente de pouvoir rencontrer un territoire en sa compagnie. J'apprends beaucoup.»

«Je m'adresse à elle comme si elle était une amie lointaine»

Pourquoi avoir choisi de correspondre? «Nous avons pensé que c'était ce que deux écrivaines savaient faire de mieux. Je m'adresse à elle comme si elle était une amie lointaine, à tous niveaux. Très vite, elle a contacté son éditeur en Turquie qui s'est dit preneur de nos lettres. Notre échange devrait paraître dans un an, c'est devenu un projet édi-

rial en soi et ça, c'est tout Suzan!» L'écriture féminine a par ailleurs longtemps été cantonnée aux genres de la correspondance et du journal intime. Une réappropriation qui permettra de réinventer les échanges qui avaient lieu au sein des cercles littéraires, et de parler d'écriture, des dessous de la fabrique littéraire.

Karelle Ménine est en train d'écrire sa première lettre. «J'ai cherché un endroit d'où lui parler et j'ai choisi la pointe de la cathédrale, où se tenait autrefois le guet, confie-t-elle. De là, on voit toute la ville et j'interroge dans cette première missive le regard de la femme en exil.» Elle écrit sur papier, à la main, adressera ensuite sa lettre au traducteur qui fera son travail avant de l'envoyer à sa destinataire. «Nous avons envie de cette trace, de la lenteur. Et dans une enveloppe, il est aussi possible de glisser des choses...»

Les deux se sont offert leurs livres respectifs. «Ce qu'elle écrit est très beau, relate Karelle Ménine. Elle est proche de la poésie, avec une économie de moyens et une grande mélancolie, et mérite qu'un grand éditeur s'intéresse à elle.» APD

¹ fatras-adelitt.net

DÉCLINAISONS
MULTIPLES

International ▶ Weiter Schreiben a rapidement touché l'Europe et au-delà. Sa déclinaison européenne a mis en lien quatre tandems d'auteur·es originaires d'Irak, de Syrie, d'Afghanistan et d'Iran qui vivent en exil en France, Suède, Italie et Allemagne, et échangent des lettres sur leur vie et leurs expériences dans la diaspora européenne, publiées en ligne. Le projet a un volet ukrainien, avec les correspondances entre des écrivaines ukrainiennes réfugiées en Allemagne et des collègues germanophones. Weiter Schreiben publie aussi en ligne des récits et des lettres d'écrivaines afghanes et germanophones. Il a également mis en place des échanges avec des plumes originaires d'Égypte, d'Angola, de Biélorussie, du Burkina Faso et d'Iran, engagées dans des correspondances littéraires avec des auteur·es exilés en Europe. APD

Dans *Traduire Hitler*, le traducteur français Olivier Mannoni fait le récit de dix années de questionnements et de face-à-face avec *Mein Kampf*. Une aventure passionnante et éprouvante

RESTITUER LA LANGUE DU MAL



«Nous assistons à la remontée des égoûts de l'histoire», écrit Olivier Mannoni à propos de la situation actuelle.

PHILIPPE MATSAS/LEEXTRA/ÉD. HÉLOÏSE D'ORMESSON

ISABELLE CARCELES

Essai ► «Bourbeux, criblé de fautes et de répétitions, souvent illisible, doté d'une syntaxe hasardeuse et truffé de tournures obsessionnelles.» «Un fétiche maléfique.» «Ce livre dont on ose à peine prononcer le titre»...

En 2016, alors que *Mein Kampf* tombe dans le domaine public, les éditions Fayard annoncent une nouvelle traduction par ce grand spécialiste des écrits du nazisme qu'est Olivier Mannoni. Ce sera pour lui une épreuve considérable – autant intellectuelle qu'émotionnelle. Pourtant, il a été amplement fait au

feu avec ses précédentes traductions d'Himmler, Goebbels et autres auteurs de la constellation nazie. C'est justement cette connaissance approfondie du terrain historique qui le désigne particulièrement pour s'attaquer à ce qu'il appelle la «besogne», dure, mais nécessaire. Nécessaire? On y reviendra.

Une équipe d'une cinquantaine de chercheuses et chercheurs, sur le modèle de ce qui a été réalisé en 2016 par l'Institut d'histoire contemporaine de Munich (Institut für Zeitgeschichte), travaille donc à une édition critique de *Mein Kampf*. La preuve que ce titre répugne profondément? C'est

un autre titre qui servira à désigner la traduction nouvelle, avec ses 3000 notes d'appareil critique: *Historiciser le mal*, qui sort en 2021. Un pavé de trois kilos, d'un millier de pages, distribué aux bibliothèques, disponible uniquement sur commande. Le texte original fait l'objet de contextualisations et de vérifications systématiques, qui l'encerclent et l'enserrent visuellement.

Polémique

Mais cela suffit-il à contenir ses émanations toxiques? S'agit-il d'un objet au potentiel contaminant si puissant qu'il faudrait l'interdire, l'enterrer? Ou au

contraire d'un document historique permettant un travail de mémoire indispensable? La polémique ne va pas tarder à enfler autour du projet. Pourquoi ressortir de sa fange cet objet abject? Ne va-t-on pas lui donner une publicité dangereuse?

Il y a d'abord ses résonances avec notre époque actuelle. «Nous assistons à la remontée des égoûts de l'histoire», écrit Olivier Mannoni dans *Traduire Hitler*. Le traducteur français confie ses inquiétudes face aux mouvements d'extrême droite actuels en France, en Europe, aux États-Unis... Ce qu'ils ont de commun, de Marine Le Pen à Viktor Orban? Le recours à cer-

taines théories déjà anciennes – complotisme, «remigration», «grand remplacement» – et le langage.

Une confusion volontaire

En 2017 déjà, Olivier Mannoni réagissait dans un article, «La force de l'incohérence»,¹ aux stupéfiants pouvoirs de Trump et de ses productions verbales décousues: il démontrait comment l'épreuve de la traduction met en évidence l'inanité des discours trumpiens. Mais il posait déjà la question de l'objectif poursuivi par tant de confusion.

Alors qu'une première traduction est prête, l'éditeur demande à Olivier Mannoni de remettre son ouvrage sur le métier, cette fois en restituant la véritable langue d'Hitler. Sans chercher à faire ce que tout traducteur fait normalement: rendre le texte plus lisible, accessible ou compréhensible. Comme l'écrit Olivier Mannoni, «traduire Hitler, Goebbels, Himmler, Rosenberg et les autres, ce n'est pas traduire de l'allemand. C'est traduire une langue forgée par et pour un totalitarisme meurtrier, une langue destinée à faire peur.»

nau... Comment une suite de phrases confuses sera ponctuée par des mots «simples, simples, simplificateurs» pour «assommer» le lecteur par un «fatras déferlant tel une avalanche». Comment se trouvent insérés dans une coulée incohérente à la grammaire incorrecte des outils rhétoriques comme l'inversion de la polarité des mots – des termes négatifs tels qu'«impitoyable», «implacable», «brutal», «fanatique», employés dans un sens positif.

Mieux comprendre notre présent

Comment ne pas penser à l'étude de Victor Klemperer, linguiste et remarquable observateur de la manipulation du langage par le nazisme, *LTI, Lingua Tertii Imperii, la langue du III^e Reich?* Un livre à mettre entre toutes les mains, pour affûter notre intelligence et notre esprit critique.

Car nous en avons doublement besoin. Hitler, selon l'historien Christian Ingrao cité par Olivier Mannoni, «fut le révélateur d'une immense crise politique non seulement allemande, mais européenne». Et c'est là un des aspects particulièrement intéressants de *Traduire Hitler*: la réflexion sur le mouvement de fond, le «substrat» qui a permis l'émergence du dictateur.

Déconstruire, mettre en évidence la confusion du langage et des idées, replonger dans l'Histoire pour mieux comprendre notre présent, voilà les buts de cette retraduction. Elle est indubitablement nécessaire: sans même la lire, savoir que des esprits éclairés osent se confronter à ce monument de haine peut nous insuffler le courage et la vigilance qu'exigent les temps que nous traversons. Et le livre d'Olivier Mannoni nous le rappelle fort à propos. I

¹ Dans la revue *Contemporary French and Francophone Studies*, vol. 21, n°5, 2017.

Olivier Mannoni, *Traduire Hitler*, Ed. Héloïse d'Ormesson, 2022, 123 pp.

Olivier Mannoni détaille les torsions et perversions que la langue nazie fait subir à l'allemand

Dans des pages passionnantes, Olivier Mannoni détaille les torsions et perversions que la langue nazie fait subir à l'allemand. Comment le terme nazi choisi pour «éliminé» est *entfernt* (mis de côté), ou comment le tampon *abgewandert* (parti sans laisser d'adresse) sur le courrier des déportés servait à désigner l'adresse de Birke-

Voélin d'après nature, l'heureuse clarté

Poésie ► Avec les brèves «pas exactement bucoliques» de son recueil *Quatre saisons, plusieurs lunes*, le poète jurassien établi à Fribourg se détourne du tragique pour accéder à une inattendue légèreté.

On s'étonnait, découvrant une première brassée de ses «poèmes trop courts» dans les pages de *La Revue de Belles-Lettres* en 2019, de cette légèreté que nous qualifions hâtivement alors de bucolique. Il est vrai que la tonalité de ces aperçus de nature paraissait ouvrir l'œuvre de Pierre Voélin à de nouvelles harmoniques. Plus lumineuses, rassérénées peut-être.

C'est que la gravité, jusque-là, dominait dans le déploiement exigeant d'une langue hantée par le désastre du XX^e siècle européen et le devoir de mémoire qui en procède, dominée par une forme de sévérité placée sous les auspices d'Ossip Mandelstam et Paul Celan. Ainsi, des proses fondatrices de *Sur la mort brève* (1984) aux vers testamentaires des *Arches du vent* (2020), plus de cendres que d'illuminations.

Et voici ce nouveau recueil, *Quatre saisons, plusieurs lunes*, qui s'ouvre sur les mêmes poèmes finement amendés, et se prolonge dans une pareille veine contemplative où le tragique le cède à une forme d'attention joyeuse au naturel. Bucolique? «Non, non, pas exactement», tient à contredire le poète en son «avant-dire», avant de souligner la rigueur disciplinée de son observation du monde.

De fait, si entre promenade et bestiaire à la Robert Desnos, ses images ne renoncent pas aux toujours lourds fumets champêtres ni aux notations paysagères voire potagères, elles demeurent certes tendues vers une aspiration supérieure, sensible, comme délestée du temps.

Geste paradoxal au point que l'auteur semble devoir s'en excuser avec grandiloquence («moi-même, le poète d'aujourd'hui, le poète de l'ultra-modernité, le poète de l'épuisement des formes» posé en serviteur de Villon et La Fontaine), mais qui fait toutefo

l'intérêt de ces *Quatre saisons* à mi-chemin de la fantaisie animalière, des annales émietées et de la rêverie liserée d'ombres. Dans une scansion libre mais remarquablement tenue, il accède ainsi, par-delà les dispensables postures liminaires et notes explicatives, à une heureuse clarté qui semble signer un vrai tournant dans l'œuvre. Pierre Voélin prime-sautier, voilà qui ne laisse pas de surprendre! Et de réjouir.

THIERRY RABOUD /
LA LIBERTÉ

Pierre Voélin, *Quatre saisons, plusieurs lunes*, Editions Empreintes, 2022, 112 pp.

PARTENARIAT

PavillonADC Association pour la danse contemporaine Place Sturm 1 1206 Genève pavillon-adc.ch

janvier – juin 2023

– Emmanuel Eggermont – Bryana Fritz & Thibault Lac – Nadia Beugré – Phia Ménard – Marie-Caroline Hominal & David Hominal – Ásrún Magnúsdóttir & Alexander Roberts – Miet Warlop – Thomas Hauert – Salva Sanchis / Alma Söderberg / La Manufacture – La Ribot Ensemble

Abonnez-vous!



Elias Ericson signe une ode à l'adolescence douloureuse autour de la transidentité avec son premier album traduit en français. Une œuvre poignante

ILS FLOTTENT MAIS NE COULENT PAS



MARINE BASS

Illustration ▶ Premier album traduit en français par les Editions Robinson, *Diana & Charlie* est l'œuvre du jeune et prometteur auteur suédois Elias Ericson. Sous sa couverture aux tons chauds – accentués par la brisa d'une cigarette partagée par les deux ami·es –, les quelque 200 pages de l'album couvent en réalité une véritable petite bombe à retardement. Le travail à l'encre noire de l'artiste, qui pourrait avoir l'air chargé et nerveux, déborde tout simplement de tendresse et de douceur. Les premières pages donnent le

ton, la scène est connue: Charlie se prend de bec avec sa mère. Grosse crise – ce n'est ni la première ni la dernière – et pour décompresser, l'ado part retrouver sa plus proche amie, Diana, et quelques bières. Charlie ne semble d'ailleurs vivre que pour les rares instants de répit accordés par l'ivresse et par le soutien de Diana qui, de son côté, se dépatouille tant bien que mal avec le rôle de soignante qui lui colle à la peau.

Quoi qu'il en soit, ces deux-là se sont bien trouvés. En décalage avec les autres personnes de leur âge, le duo est non seulement fêru des Smiths et autres Cure – dont les paroles émaillent

le récit – mais il a aussi en commun un élément central: la transidentité. Bien que les trajectoires de transition ne soient pas les mêmes pour les deux personnages (l'un est trans non-binaire et l'autre est une femme trans), *iels* s'accrochent l'un·e à l'autre pour faire front face à des camarades, un système scolaire, des familles, toute une société encore largement transphobes.

Question de dignité

Si la Suède est souvent citée comme exemple quant à l'avancée vers une relative égalité des sexes, l'illustrateur et auteur ne manque pas de relever que la

stérilisation forcée des personnes trans était encore systématique jusqu'en 2017 – de même qu'en Suisse¹.

«Les quelque 200 pages couvent une petite bombe à retardement»

A cela s'ajoute le regard de l'entourage sur les transitions des jeunes, souvent taxées de «passage», dont l'album du Suédois rend compte avec une pénible justesse. Tout au long du

récit, les deux protagonistes se verront refuser traitements hormonaux et parcours de soins adaptés. Et manquera par-dessus tout un semblant d'écoute attentive de la part de leurs proches.

Au lendemain de la Journée du Souvenir Trans (qui s'est tenue cette année le 20 novembre), rendez-vous annuel à l'occasion duquel se réunissent des personnes trans de tous horizons pour commémorer leurs pairs victimes de la transphobie systémique, il semble crucial de se rappeler que les droits humains ne sont pas équitablement répartis dans toutes les strates de la société. En effet, nombreuses

sont encore les personnes qui meurent des suites de mauvais traitements, de violence psychologique, de précarité – affective ou financière².

Pour entrer dans le vif du sujet, l'album d'Elias Ericson est d'une grande force. Il y aborde avec finesse les peines adolescentes, mais aussi et surtout les difficultés rencontrées par les personnes trans mineures, qui sont sans cesse invalidées et niées dans leurs identités.

La couverture tout en douceur de Diana & Charlie. DR

Une famille choisie

Si l'ouvrage d'Elias Ericson peut être extrêmement douloureux à lire, notamment du fait de ses descriptions graphiques de la détresse psychologique – addiction, automutilation, pensées suicidaires, chantage émotionnel –, mais aussi des violences en apparences anodines subies par les deux protagonistes, il n'en est pas moins porteur d'espoir et de douceur.

Les deux ados nouent un lien fort, entre autre, parce qu'ils se comprennent mutuellement dans leurs vécus. Et c'est précisément en cela que l'auteur met dans le mille: il est nécessaire de se réunir autour de parcours de vie spécifiques, de partager – que ce soit des peines ou des ressources –, d'être entendu·e et légitimé·e par des pairs.

Loin de ne s'adresser qu'à la communauté trans, *Diana & Charlie* est une magnifique bande dessinée aux choix esthétiques et narratifs simples et forts, qui ravira les habitués de BD indépendante, comme les friand·es de récits de vie, et saura offrir un vrai moment d'humanité et de sensibilité. Il va falloir suivre le travail de son auteur avec attention. I

¹Selon l'article de humanrights.ch du 4 mai 2017.

²A ce sujet, voir communiqué du CRAQ sur renverse.co du 15 novembre 2022.

Elias Ericson, *Diana & Charlie*, Ed. Robinson, 216 pp.

PUBLICITÉ

2022

MER

Tidiane N'Diaye

Général-Dufour 16
CH-1204 Genève
www.gruttil.ch
Réservations:
+41 (0)22 888 44 88
reservation@gruttil.ch

Tarifs
vau choix!

Le Grüttil Centre
de production
Le Grüttil et
Le Grüttil de diffusion
Le Grüttil des Arts vivants

PLAS

TOUT

10-21 décembre

Polar ascensionnel

Roman graphique ▶ Le dessinateur Paul Kirchner déploie ses ailes dans un polar décalé au graphisme psychédélique.

L'histoire de *Meurtre télécommandé* commence par un meurtre, comme mille autres polars avant elle. Dans une crique de la côte du Maine (USA), dans les années 1980, un homme pêche dans une barque quand il est soudain attaqué par un avion télécommandé qui fonce sur lui et lui défonce le crâne. Exit M. Jones, industriel qui projetait de défigurer le rivage en y installant une raffinerie de pétrole. Quatre maisons entourent le lieu du crime, dont les propriétaires forment des suspects idéaux. Excentriques chacun à leur manière, ils ont tous le même mobile: stopper les projets de Jones. Si on ajoute à cela la rivalité entre le shérif local et l'inspecteur de la police d'Etat chargé de l'enquête, on a en main tous les éléments d'une

enquête ordinaire. Pourtant, cette histoire va sortir des sentiers battus et dépayser l'amateur de polar par son atmosphère onirique et son graphisme azimuté.

Après une introduction classique, servie par un dessin qui ne l'est pas moins, les choses dérivent vers l'inattendu dès l'arrivée de l'inspecteur Brady. Un vieillard lui raconte le passé de la région, et voilà les époques qui se mélangent, tandis que la mise en page transcende le découpage habituel en cases alignées. Ce sentiment d'irréalité va aller croissant tout au long de l'album, renforcé par un scénario qui s'ingénie à éviter la logique habituelle des enquêtes policières. Le dessin au parfum psychédélique place quant à lui fantasmes et réalité sur le même plan. Les rencontres avec les suspects vont se succéder, alternant les envols réels (en ULM) et les décollages mentaux (suite à l'ingestion de tisanes magiques), jusqu'à un dénouement

aussi surréaliste que le déroulement de l'enquête elle-même.

Passé sous les radars lors de sa sortie il y a presque quarante ans, cet ouvrage étonnant se voit offrir un nouveau départ grâce à l'intérêt des éditions Tanibis pour le travail de Paul Kirchner, dessinateur étatsunien à qui on doit une poignée d'albums au graphisme toujours audacieux. Ce livre, qu'il considère comme son œuvre la plus aboutie, est son unique roman graphique, résultat de deux ans de travail en collaboration avec Janwillem van de Wetering (1931-2008), auteur de polars, d'ouvrages pour la jeunesse et d'une savoureuse trilogie sur le bouddhisme zen. Le décès de van de Wetering a hélas exclu toute possibilité de continuer cette collaboration, faisant de *Meurtre télécommandé* un ouvrage décidément unique. **CHRISTOPHE BUISSON**

Janwillem van de Wetering & Paul Kirchner, *Meurtre télécommandé*, traduit de l'anglais (USA) par Patrick Marcel, éditions Tanibis, 112 pages.

Film d'époque atypique, où l'audace de la mise en scène répond à la profondeur du propos, *Unrueh* confirme le talent singulier de Cyril Schäublin

PROPOS RECUEILLIS PAR MATHIEU LOEWER

«**Unrueh**» ► En 2018, *Dene Vos Guet Geit* (*Ceux qui vont bien*) signalait un cinéaste à suivre. Nous avions alors consacré un portrait à Cyril Schäublin, louant son cinéma «tranquille et radical». Ce qualificatif sied tout aussi bien à son second long métrage, primé pour sa mise en scène à la Berlinale dans la section Encounters. A première vue, *Unrueh* raconte la naissance du mouvement anarchiste dans le Jura bernois à la fin du XIX^e siècle, à travers la rencontre entre une ouvrière horlogère (Clara Gostynski) et un géographe russe nommé Piotr Kropotkine (Alexei Evstratov). Sauf que le réalisateur allemandique envoie valser les conventions esthétiques et romanesques du film historique, pour déployer une réflexion aux échos contemporains.

Unrueh déroule une chronique chorale, dont les scènes – cadrées en plans larges et fixes – sont autant de tableaux vivants, dévoilant le quotidien de la cité horlogère et de ses habitant-es. Au-delà des forces politiques à l'œuvre (anarchisme contre nationalisme), Cyril Schäublin décrit une époque où les progrès techniques façonnent une nouvelle organisation du temps et du travail (rationalisation, chronométrage, etc.). Montres, télégraphe, photographie, cartographie: inventés à l'aube du capitalisme industriel, ces instruments – désormais réunis sur nos smartphones! – ont fondé une mythologie dont nous sommes encore captifs. Explications avec le cinéaste.

Celles et ceux qui s'attendent à un film en costumes académique seront surpris-es: vous dynamitez les conventions du genre...

Cyril Schäublin: Même si la plupart essaient de le cacher, tous les films historiques parlent du présent. Il est impossible de faire un film objectif sur une époque révolue. On a souvent une image très figée du passé, où tout semble clair. Mais la réalité de 1877, comme celle d'aujourd'hui, était bien plus complexe. Plutôt que de casser les codes, je voulais surtout créer des situations qui parlent au public contemporain, où il

TIC-TAC CAPITALISTE



Tourné en plans larges, *Unrueh* fait de chaque scène un tableau vivant – où une horloge figure souvent à l'arrière-plan. FILMCOOPI

pourra reconnaître une violence capitaliste qui existe toujours. Une question importante est aussi posée dans une des premières scènes du film: qui peut apparaître dans le cadre? L'historiographie adopte un regard qui centralise, qui ne se préoccupe pas des marges. Elle ne retient que les grands événements, alors que tous les moments de la vie sont importants – comme quand les ouvrières fument à la sortie du travail. C'est aussi pour cela que je voulais travailler avec des comédien-nes non professionnel-les: des gens de la région, des horloger-ères, des artistes, des ami-es, qui parlent comme dans la vie. Leur langue est plus naturelle que les dialogues d'un film historique.

Unrueh est un film choral sans premiers rôles. Pour enrayer la mécanique de l'identification?

Quand on évoque le mouvement anarchiste du XIX^e siècle, on se focalise en général sur quelques figures comme Kropotkine, Bakounine, Proudhon ou Emma Goldman. On pourrait appeler ça le «protagonisme» (*rires*). Je pense qu'on s'identifie plus facilement à des situations plutôt qu'à des personnages historiques. Les petites révolutions sont peut-être plus efficaces pour changer la réalité, mais celles et ceux qui les ont menées ont été oubliés. Les débuts de l'anarchisme dans le val de Saint-Imier sont liés au syndicalisme. La coopérative anarchiste offrait une assurance maladie aux ouvrières célibataires, qui n'avaient pas accès à celle de l'usine ou de l'État. Mais pour ça, elles risquaient de perdre leur travail. Une ouvrière se sentait-elle suisse, avec l'avènement de l'État national, ou plus proche du syndicat qui la soutient? Ces

questions-là sont plus intéressantes que les exploits des figures historiques.

Ces partis pris s'intègrent dans un dispositif brechtien qui passe aussi par le cadre, l'absence de musique...

C'est très important pour moi que le public soit conscient qu'il regarde un film. Mais si la mise en scène est très réfléchie, ce qui se passe dans l'image reste ouvert. Les interactions sont fragiles, instables, accidentelles. Il y a un rapport intéressant entre ce cadre très distant et les corps qui y évoluent. Et le jeu des comédien-nes n'est pas distancé au sens brechtien.

La révolution technologique que vous abordez sera lourde de conséquences sociales, économiques et politiques.

Unrueh soulève la question suivante: comment s'organise-t-on, comme indi-

vidu et société, en lien avec des nouveaux moyens technologiques, aujourd'hui comme à l'époque? Le progrès technique introduit un changement d'équilibre, une transformation. C'est la technologie qui a façonné la mythologie capitaliste. Mais ça reste une construction, pas une réalité ou une vérité absolue. Cela devient réel parce que tout le monde y croit. Aujourd'hui encore, on tient pour établies des choses qui ont été inventées au XIX^e siècle. On se bat contre des fantômes.

Vous pointez la violence des rapports entre patrons et ouvrier-ères, citoyen-nes et autorités, mais les échanges restent très policés, les gendarmes sont aimables et chacun-e se soumet aux règles sans discuter. Un trait éminemment helvétique?

Il y a beaucoup de violence, mais une violence douce, chaleureuse (*rires*). Oui, c'est peut-être très suisse. Quand mes grands-parents ou mes grand-tantes qui ont travaillé dans l'horlogerie me parlaient de leur patron ou du directeur de la fabrique, ils et elles décriaient toujours une personne aimable et généreuse. La figure paternaliste du bienfaiteur est plus efficace que celle du patron autoritaire incarnant un capitalisme brutal. On accepte cette violence, aujourd'hui encore.

Il y a un double sens dans le titre du film, un jeu de mots intraduisible...

Le terme *Unrueh* désigne le balancier. C'est le cœur du mécanisme de la montre, comme la mesure du temps est un instrument essentiel du capitalisme industriel pour optimiser la production. En allemand, ce mot signifie aussi agitation, inquiétude. Ici, celle qui naît du rapport tragi-comique que nous entretenons avec les machines. Comment composer avec la cadence, les horaires? Parce que l'humain s'adapte à la machine et non l'inverse.

Suite de l'interview à lire en ligne

Séances en présence de l'équipe du film: ve 2 décembre à Pully (CityClub, 20h), sa 3 à Sainte-Croix (Royal, 18h), di 4 à Delémont (Cinémont, 17h30), je 8 à Saint-Imier (Espace Noir, 20h), ve 9 au Locle (Casino, 18h15) et di 11 au Noirmont (CinéLucarne, 17h).

Au tribunal des non-dits

«**Saint Omer**» ► Au-delà du film de procès, Alice Diop sonde les enjeux souterrains d'un sinistre fait divers dans sa première fiction.

Après le Lion d'argent à Venise, *Saint Omer* a décroché le Reflet d'or au Geneva International Film Festival. Lauriers mérités, pour une œuvre hypnotique qui transcende son sujet et hante encore longtemps après la projection. Dans ce premier long métrage de fiction tiré d'un fait divers, la documentariste Alice Diop revient sur le procès d'une mère infanticide – auquel elle avait assisté, en 2016 à Saint-Omer. Fascination morbide pour une affaire sordide? En aucun cas. Comme Marguerite Duras, évoquée au début du film, la cinéaste franco-sénégalaise «met sa puissance de narration au service d'une sublimation du réel», décante l'impensé qui entoure cet acte désespéré et le portrait qui fut fait à l'époque de l'accusée.

Tout tient ici à la mise en scène, enferrée dans un austère dispositif. Alice Diop évacue le suspense judiciaire propre aux films de procès, lui préférant une reconstitution très théâtrale et quasi documentaire, filmée dans la durée en longs plans statiques. A la barre, glaciale et hiératique, Guslagie Malanda restitue le récit de Fabienne Kabou (rebaptisée Laurence Coly), d'après les minutes du procès. Où d'autres témoignages aideront à cerner le profil de ce personnage énigmatique et ambigu. Mais le trouble qu'éveille *Saint Omer* vient surtout du point de vue adopté. Notre regard épouse celui de Rama, romancière enceinte qui suit le procès, fascinée et bouleversée,



en alter ego de la réalisatrice. Elle est incarnée par la Genevoise Kayije Kagame (photo), toute en infériorité dans un rôle presque muet.

Par un charme purement cinématographique, de nombreuses interrogations affleurent dans les regards croisés de ces deux femmes, noires et mères. Brillante universitaire, l'accusée s'exprime dans une langue érudite qui bouscule les stéréotypes racistes, autant qu'elle s'y conforme par ailleurs en invoquant un maraboutage pour justifier son geste. Tandis que les médias décriaient une victime, Alice Diop voit en elle «une puissante Médée et pas la pauvre immigrée bafouée». Le parcours de Laurence Coly et celui de Rama, comme les apparitions de leurs mères, renvoient enfin à la notion de trauma transgénérationnel qui fonde le projet politique de ce film admirable: «Dire de quelles mères on est fait-es, de quel bagage, de quel héritage, de quelles douleurs (...) Comment, nous, femmes noires françaises, sommes devenues mères à partir de ces mères-là.» MLR

Rions en courts

«**Fumer fait tousser**» ► Toujours aussi drôle et déliant, Quentin Dupieux est déjà de retour avec un film à sketches vigoureux.

Surnommés Benzène, Méthanol, Nicotine, Mercure et Ammoniaque, ils et elles forment ensemble la Tabac Force. Ces justicier-ères en combinaison moulante utilisent les pouvoirs nocifs de la cigarette pour combattre les ennemis de la Terre. On les voit d'ailleurs affronter une tortue démoniaque en caoutchouc dans une carrière abandonnée, comme il se doit dans la tradition des *sentai* – ces séries japonaises à la San Ku Kaï ou Bioman, parodiées par les Inconnus. Vous l'avez deviné, ce sont là les prémices de la nouvelle comédie du prolifique Quentin Dupieux, à l'affiche six mois à peine après le réjouissant *Incroyable mais vrai*.

A trop tirer sur la corde de l'absurde, le réalisateur ne risque-t-il pas de s'essouffler? Film à sketches, *Fumer fait tousser* tend au statut d'opus mineur. Et pourtant, cet exercice narratif s'avère souvent savoureux et le projet séduit précisément par sa modestie assumée: «une comédie riche en références du passé dans le simple et noble but de divertir un public abattu par le présent», selon son auteur. Envoyés au vert par leur chef (un rat en peluche avec la voix d'Alain Chabat), nos vengeurs et vengeuses casqué-es vont ainsi se raconter des histoires à faire peur – dont une narrée par un poisson –, leurs aventures en RTT assurant les transitions. Le tout servi avec un sérieux imperturbable par une ribambelle de comédien-nes connus-es: Gilles Lellouche, Vincent Lacoste,



Jean-Pascal Zadi, Oulaya Amamra, Anaïs Demoustier, Adèle Exarchopoulos ou encore le duo du Palmashow.

Toujours nonsensique et donnant volontiers dans le gore burlesque, l'humour se fait parodique avec la Tabac Force et plus noir dans les autres récits. En particulier dans les deux perles du lot, où Doria Tillier découvre un casque qui aide à penser (mais rend intolérant à la bêtise), tandis que Blanche Gardin doit gérer un sanglant incident dans une scierie... Frondeur à ses débuts, le ton du réalisateur est devenu plus inquiet et mélancolique dans ses derniers longs métrages. Ici aussi, malgré ses intentions initiales, des préoccupations très contemporaines (écologie, sexisme, véganisme) s'invitent dans les dialogues et situations, «comme s'il était inconcevable maintenant qu'un film, même drôle, ne soit pas un reflet de ce que l'humanité tout entière est en train de vivre.» Baume absurde aux malheurs du monde, ce rire lucide et doux-amer en devient salutaire. MLR

NON-STOP

ROBIN GIROD Tandis que l'activité de ses groupes s'est ralentie, le Genevois en profite pour sortir quatre projets plus personnels. Dont un disque-hommage au bluesman J.J. Cale incarné par des voix du monde.

MAXIME MAILLARD

Musique ▶ Rien ne lui semble plus étranger que le fait de ne pas aboutir. Alors, quand la tension au sein de ses groupes Duck Duck Grey Duck, L'Orage ou Bandit Voyage se relâche quelque peu, Robin Girod s'engouffre dans la brèche. Il s'octroie des espaces libres, du temps pour «penser et respirer», en d'autres termes foncer et se démultiplier dans un registre qu'on ne lui connaissait pas: le projet solo. Moins à la manière d'un Louis Jucker ou d'une Emilie Zoé que d'un Mathieu Chedid, en catalyseur de bonnes énergies, homme de lien toujours à l'affût de nouvelles symbioses musicales et humaines.

Le fondateur de Cheptel Records et Bongo Joe a beau se dire «tranquille jusqu'en mars», la vérité c'est que «ça charbonne pas mal.» L'excitation du moment s'appelle J.J. Cale (1938-2013), bluesman américain auquel il consacre un album d'hommage qui n'a rien d'une suite de reprises. Comme souvent chez Robin Girod, la création jaillit sans crier gare au détour d'un désir à fleur de peau, d'une envolée entre copains. «Pendant quatre jours début 2020, nous avons posé les fondations de ce disque avec Augustin Von Arx et Joe Baamil, avant une deuxième ses-

sion avec d'autres musiciens genevois comme Léonard Gremaud ou Thomas Abbet. Des morceaux lâchés sur des beats funky selon la méthode ancestrale du blues. Que des one-shots», précise l'intéressé.

Les quatorze titres instrumentaux ont été ensuite envoyés à «des voix du monde entier», parmi lesquelles la chanteuse argentine Manuela Ducatenzeiler, Danny Lee Blackwell, du groupe de rock garage américain Nightbeats ou Margaret Garrett (Mr. Airplane Man), dont Robin Girod avait produit un disque il y a de cela douze ans.

«Ce disque est une oasis»
Assis sur la banquette du café du Grütli, la pochette-mosaïque soignée du vinyle dans la main, l'alchimiste Girod ne cache pas sa fierté d'avoir achevé ce bel objet en fédérant autour de l'interprète d'Oklahoma City, porté au pinacle par les tubes «Cocaïne» ou «After Midnight». «Dans le monde de la musique actuel, qui est d'une dureté terrible, car tout le monde compose et produit depuis la maison, ce disque est une oasis.»

Il lui a aussi permis de mettre des mots sur son attachement à cette figure de discrétion, aussi exigeante que méfiante à l'égard des sirènes de la célébrité. «Un homme drôle et modeste que j'aime depuis toujours sans

avoir eu pleinement conscience qu'il avait une manière de faire de la musique proche de la mienne. Ça lui était égal d'utiliser des machines et des boîtes à rythmes dans les années 1990, son état d'esprit transcendait les genres musicaux, raison pour laquelle on trouve chez lui aussi bien de l'ultra jazz que du blues ou de la country.»

Délire madonien

Un mélange des genres illustré par les autres sorties récentes de Robin Girod alias Komet City, son nom de code pour ces échappées plus ou moins solitaires. Prenons-les dans l'ordre: il y a eu à l'été cette galette post-punk-disco cool et pétillante, *I Have Found God In A Madonna*. Une fulgurance de circonstance, concoctée avec le groupe The Jax, formé de la même Manuela Ducatenzeiler, de Glenn Van Dyke et Lena Simon, lors d'un périple à Jacksonville en 2018, initialement prévu pour produire le disque de la première. «Mais elle n'était pas prête et le studio était réservé.»

Ni une ni deux, en dix jours, les quatre larrons s'en remettent à leur amour déraisonnable de la pop star, chacun jouant et chantant de tout sans peur du qu'en-dira-t-on. «Un gros délire madonien, on ne parlait que d'elle», se souvient l'ancien de Mama Rosin.

On ignorait qu'il avait aussi été, adolescent, un grand fan de



Avant de consacrer sa vie à la musique, Robin Girod a été aide-soignant et pilote de mouettes. MEHDI BENKLER

UB40 et d'Ace of Base – «du digital reggae de malade, rien à voir avec d'autres célèbres Suédois» – qui lui a donné une petite envie de métaboliser cet héritage dub style. Marche à suivre: boîtes à rythme, guitare, basse, «trucs maison» et puis «des gens pour poser du saxophone et d'autres instruments».

Le résultat sorti fin septembre s'appelle *Digital Reggae Party Vol. 1*, une jolie promesse de boom et de cocktails home made avec en prime des featurings de sacrées légendes comme Lee Scratch Perry. «Je l'appelle en Jamaïque, je lui envoie le disque pour qu'il choisisse une piste, il pose sa voix et deux jours après j'apprends sa mort».

Parmi les quatorze titres de l'album figure aussi l'empreinte vocale de B.B. Seaton, chanteur, producteur de ska et de rocksteady que Robin Girod a rencontré dans le sud de Londres parmi d'autres reggae men festifs et crépusculaires. «Ils vivaient comme des pauvres à Brixton, passaient leur journée en training, usés par les joints. Je leur ai donné la moitié des droits sur ce disque.»

Un geste en écho à cette manière de faire qu'affectionnait

J.J. Cale: orientée vers autrui, spontanée, artisanale. A l'image d'un autre projet sorti fin novembre, *Comme (Partie A)*, plongée plus intimiste dans le flux et le reflux de sa vie, ficelé avec Augustin Von Arx dans son home studio. «Encore une façon de me planquer, de ne pas être seul, s'amuse-t-il. Pendant qu'il préparait la session, je posais des accords et j'écrivais des paroles.» En français une fois n'est pas coutume, des chansons bercées par des mélodies pop, des bribes de confession, des rimes, «un peu comme Souchon et Voulzy».

Zola sur le lac

Deux copains unis par la musique... un refrain dans l'existence. Tout commença peut-être avec Nelson Schaer, désormais batteur de L'Orage et des Duck Duck Grey Duck avec qui il partagea des ateliers à l'AMR et un premier groupe à 14 ans, comme un ticket d'entrée dans les squats genevois.

Quelques années plus tard, le collègue Claparède lui laissera un goût amer – «je rêve encore que je rate ma matu, d'ailleurs je l'ai ratée une fois» –, de même que l'uni. «C'était pas mon truc les

études.» Parti à 17 ans de chez ses parents mélomanes «qui ont toujours été là», il gagne son indépendance comme aide-soignant puis en devenant pilote de mouette, des années à sillonner les eaux de la rade genevoise, son université à lui. «C'est pour ça que je connais bien les canards. J'ai lu énormément en hiver, les Rougon-Macquart, Nancy Huston, Philip K. Dick, de la théorie politique. Je voulais avoir un discours clair quand je montais à Berne pour les réunions du syndicat du personnel des transports.»

La lutte sociale et l'hostilité au quotidien sur les mouettes auront raison de ses rêveries lacustres. A 26 ans, lui qui ne s'était jamais dit qu'il serait musicien, «car la Suisse ne te permet pas de penser que tu peux l'être», se surprend à penser autrement grâce au succès de «Mexico», chanson culte des Duck Duck Grey Duck. «Là, on s'est dit que c'était ok, qu'on allait pouvoir s'organiser et faire ça de notre vie.» 1

Robin Girod alias Komet City, *Don't Go to Stangers* – A tribute to the Tulsa Sound under the loving light of J.J. Cale, La Suisse Primitive, sortie le 9 décembre.

